LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

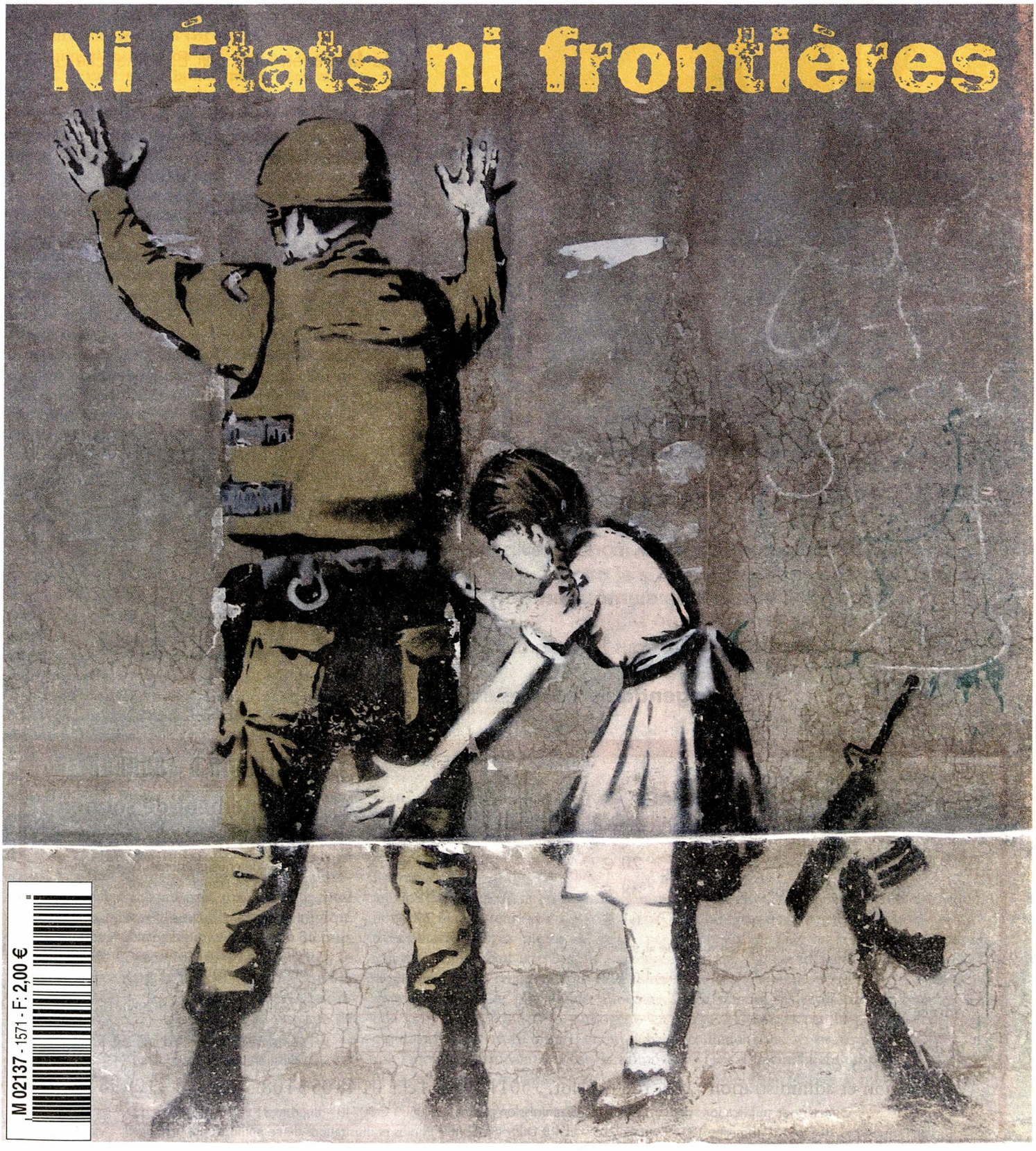
2€ ISSN 0026-9433

N° 1571
du 5 au 11 novembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Pour moi la vérité, c'est qu'un ouvrier bien portant peut très bien faire ses dix heures par jour et qu'on doit le laisser libre de travailler davantage si ça lui fait plaisir! »
Henri Schneider, patron du Creusot, 1892.

Ni États ni frontières



M 02137 - 1571 - F: 2,00 €

Sommaire

On enfonce les **pauvres,** par B. Beaudoin, *page 5*

Bové **girl,** par J.-P. Garnier, *page 5*

Brèves indiennes, *page 6*

Garde à vue ! *page 7*

Le **Livre** en lutte, par E. Verhencke, *page 8*

Luttes à la une, par H. Lenoir, *page 9*

Tyrannie **techno,** par Pâté d'alouette, *page 10*

Au sujet de **Polanski,** par R. Dadoun, *page 11*

Anti-IVG en Europe, par Pathote, *page 15*

Chavez **militariste,** par Fred, *page 15*

Désobéissance en Palestine, par N. Gordon, *page 16*

Succès matériel, échec **social,** par N. Potkine, *page 17*

Palestine, « Rachel », par H. Hurst, *page 19*

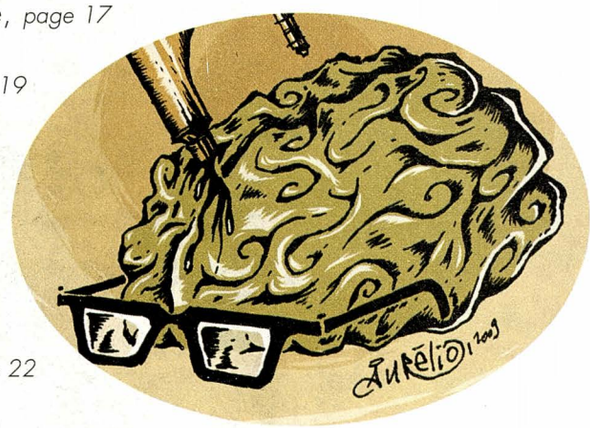
Poème, par L. Krokaga, *page 20*

Se débarrasser de **dieu,** par S. Moulis, *page 20*

Vie du **mouvement,** *page 21*

Radio libertaire, tous les programmes, *page 22*

L'agenda de toutes les escapades, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

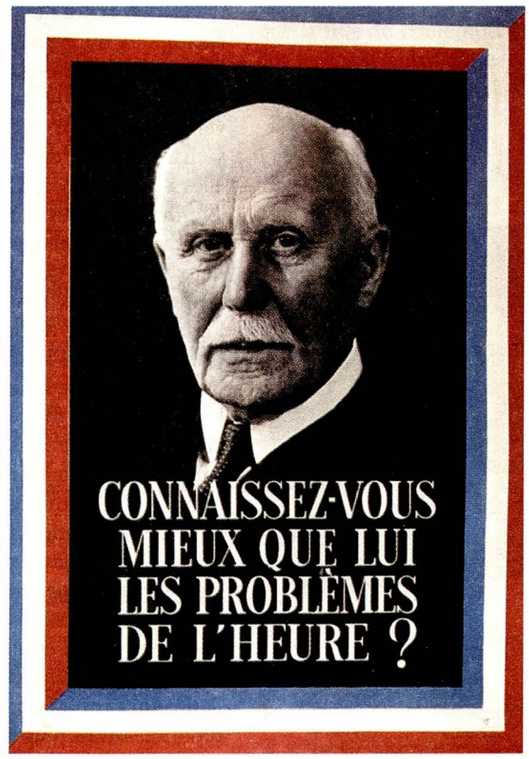
Ah, que de charivari dans notre belle France. Quotidiens et magazines se renvoient la balle. Du jamais vu dans la Ve République, l'image des pouvoirs publics ternie à jamais... Que n'avons-nous pas lu ces jours derniers ? Pasqua, un an de prison ferme, deux de ses acolytes six ans, ça fait toujours plaisir à entendre, même si l'on sait que ça va pas durer. Une juge d'instruction qui renvoie Jacques Chirac devant un tribunal, même des anarchistes se retiennent d'applaudir (tout en comprenant pourquoi nos instances nationales suprêmes veulent les supprimer ; diable, ces juges sont quasi autonomes, tandis que le Parquet est aux ordres). Tout ça, les lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* l'auront bien compris, c'est de la mascarade pour les bonnes gens. Après le procès Clearstream, Villepin déclare vouloir tendre la main à Sarkozy, Pasqua, inculpé, en appelle à la levée du secret d'État... Ségolène Royal demandant la clémence pour Chirac, ça fait solidarité de clan (de classe ?), ne trouvez-vous pas ? Et le « méchant » de l'Élysée joue les Ponce Pilate, tout en n'ayant toujours pas digéré l'échec de l'ascension politique du prince Jean. Pendant ce temps-là, on passe quasiment sous silence les expulsions de sans-papiers. Pas de nouvelles de ceux de Calais, du square Villemin, du foyer David-d'Angers, de la rue du Maroc à Paris. Vous avez dit trêve hivernale ? La dérive pétainiste est en marche rampante. Certes, nous n'en sommes pas à la Grande-Bretagne décrite dans le film *V comme Vendetta*, mais ça et là, on peut voir des signes avant-coureurs. Pour en rajouter, des militants syndicalistes d'EDF et GDF Suez sont licenciés à Toulouse pour fait de grève. Des exceptions qui se banalisent et on attend toujours un réveil syndical.

Pour le reste du monde, la grande question est la grande chasse à l'ennemi, aux forces du mal. En Afghanistan, l'implication étrangère va sûrement dépasser le Viêt Nam dans les records d'impopularité. C'est la loi collatérale de toute guerre... En Palestine, il n'y a pas de guerre, mais il y a des morts. Ceux d'avant, mais aussi ceux à venir. Entre autres, par manque d'eau, comme dénoncé par le dernier rapport d'Amnesty International (27 octobre) qui accuse le gouvernement de Tel-Aviv de maintenir, au bénéfice des colons, un contrôle total sur cette ressource essentielle pour la région. On rappellera à toutes et à tous que depuis 1948, date de la création de l'État d'Israël, le véritable enjeu dans la région a été le contrôle de l'« or bleu ». La convention des Nations unies de 1997 qui réglementait le partage de l'eau n'a jamais été signée par Israël. CQFD.

Sale temps pour le mouvement social, ici comme ailleurs.

Du staccato scatologique du pouvoir

Débat sur l'« identité nationale »



« Où donc est ma patrie ? Ma patrie est où je suis, où personne ne me dérange, où personne ne me demande qui je suis, d'où je viens et ce que je fais. »
B. Traven

Alen Somiador

TOUTES LES PERSONNES atteintes d'anosmie peuvent en témoigner, la diminution ou la perte de l'odorat est chose cruelle. Mais que ces dernières se consolent, dans les mois à venir, la scène politique hexagonale répandra davantage des miasmes que des fragrances de jonquille. Lors, leur handicap leur paraîtra bien doux en regard des millions de malheureux aux capacités olfactives intactes. Voyez plutôt. Mandaté par son maître, le puant Éric Besson a soulevé la plaque d'égout recouvrant les eaux usées du nationalisme le plus fétide. Par suite, que propose le colibacille pathogène en question ? L'ouverture d'un « grand débat sur l'identité nationale ». Sitôt, la salmonelle en chef des matières fécales, Marine Le Pen, a vu l'opportunité pour remettre en selles le Front national, d'où sa sonore flatulence : « Je réclame l'organisation d'un Grenelle de l'identité nationale », arguant du fait que son géniteur avait lâché, il y a vingt-cinq ans de cela, les premiers étrons sur ce sujet.

En effet, d'un point de vue historique, la bougresse n'a pas tort. Son adipeux tortionnaire de père fut le premier à miner le terrain de ses déjections racistes. Sauf qu'une vilaine mouche verte les avala puis alla pondre ses œufs dans la bouche des bipèdes sidérés par la puissance des gaz contenus dans ces bruns poisons.

Dit d'une manière un peu plus directe, le diptère de l'Élysée a piqué puis large-

ment appliqué le programme de l'ancien casseur de « fellouzes », chose qui – forcément – a considérablement gêgêné ce dernier.

Remarquons au passage que l'ami des riches (pas le borgne, celui à talonnettes) a domestiqué la bruyante meute de Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT), pendant que l'agité du bocage, Philippe de Villiers, faisait le chouan de mettre à sa disposition son carrosse vermoulu, autrement dénommé Mouvement pour la France.

Là doit résider le principal de la sensibilité écologique du Princident : l'art de recycler les boues industrielles produites par les droites françaises pour y faire pousser les plantes vénéneuses qu'il prétend nous faire avaler, sachant qu'une des plus redoutables d'entre elles a pour nom commun : identité nationale.

Allez, ne nous échauffons pas. Reprenons les choses calmement. Cédons la parole à deux personnes qui ont longuement examiné la question sans pouvoir être suspectées de l'avoir fait avec des *a priori* idéologiques. Le premier est feu l'historien Claude Liauzu. Cet honnête homme avait vivement réagi lors de la création du ministère qu'occupe aujourd'hui Éric Besson, au point d'intituler son article « Ministère de l'hostilité » : « Un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement… Mais en quoi la France, grande et vieille nation, avait-elle besoin de pointer comme un problème gravissime, les rapports entre des flux d'étrangers (qui ont construit ce pays depuis des siècles) et son identité ? Pourquoi cette première ? » Une partie de la réponse suivait plus loin : « La création de ce ministère à couleur d'"identité nationale" s'inscrit dans la philosophie déjà développée par M. Nicolas Sarkozy lorsque, sous la bannière du refus de la repentance, il tente de profiter des trous de la mémoire de la société française. L'histoire est ouvertement devenue un instrument au service de la légitimation du pouvoir et de ses choix politiques et économiques. » De fait, Sarkozy institue immigration et identité nationale en tant que pôles opposés et irréductibles à eux-mêmes. Or, si cette mise en tension ne repose sur aucune réalité objective, inversement elle tend clairement à jeter une suspicion sur l'immigration puis à l'instrumentaliser pour séduire certaines franges de l'électorat. Pourtant : « Les migrations ont accompagné toute l'histoire de l'humanité. Elles sont devant nous, à cause de la misère humaine et des désastres écologiques qui s'annoncent, à cause des chaos politiques, à cause de la nécessité absolue pour l'Occident de faire appel à la main-d'œuvre étrangère et à une immigration destinée à compenser une démographie déclinante. Elles sont une chance contre la "guerre des cultures" où certains voient l'avenir de l'humanité. » Maintenant accostons doucement sur le thème de « l'identité nationale » avec la démographe Olivia Samuel : « Pour moi, "l'identité nationale" n'évoque strictement rien. […] Dans le titre de l'ouvrage (qu'elle a codirigé), *En quête d'appartenances*, ce dernier terme est justement au pluriel car l'identité est pluridimensionnelle. Elle se construit en fonction de la famille, du statut social, du territoire, etc. Elle se construit tout au long de la vie : l'identité n'est pas figée, elle évolue selon les expériences personnelles et collectives. Ainsi le débat politique risque d'appauvrir le questionnement. Si on ne retient que l'aspect national de l'identité c'est très réducteur. »

Le hic, c'est qu'entre se poser les bonnes questions – par exemple en s'appuyant sur les analyses de tels chercheurs dans les sciences sociales – et draguer les électeurs du Front national, Sarkozy et ses larbins ont cédé à leur pente naturelle, autrement dit d'aller récurer, une fois de plus, les parois des fosses d'aisance qui constituent l'habitat naturel des frontistes, pétainistes racornis ou en herbe, etc.

Le calcul du chef des scatophages du fumier (mouche à merde en langue vernaculaire) est simple. Les élections régionales de mars 2010 lui donnent à penser que l'UMP ne pourra que limiter la casse par rapport à ses opposants d'opérette. Par parenthèse, qu'il s'agisse des habituels ou des « nouveaux », aucun d'entre eux ne menace si peu que ce soit son pouvoir.

Le gouvernement et le patronat ont tellement canonné sur le monde du travail que l'hostilité de celui-ci est devenue rédhibitoire et, souhaitons-le, irréversible. Rodomont 1er sait que nulle invocation des mânes de Jaurès, Blum, Guy Môquet (liste non exhaustive) ne lui vaudra un supplément de bulletins de votes dans les urnes.

Par ailleurs, des larges fractions de son camp naturel et plus spécifiquement les couches les plus réactionnaires ont sérieusement toussé à l'annonce des anciennes mais très particulières pérégrinations touristiques du ministre de la Culture en Thaïlande, ou bien devant le spectacle combinant le grotesque et l'odieux de son godelureau de fils mis sur orbite par ses soins pour faire main basse sur la boîte à fric qu'est le département des Hauts-de-Seine, avec ou sans EPAD à la clé.

La crapoteuse invention du débat sur l'identité nationale, puis l'instrumentalisation qui en découlera poursuit deux objectifs. D'une part – comme nous venons de le développer – pour limiter une prévisible remontée du Front national, et d'autre part pour tenter de dissimuler au maximum ses perpétuelles attaques contre le monde du travail.

Reste qu'encore une fois, cet histrion inculte, arrogant, agressif et égotiste nous impose son agenda. La déploration ou les effets de tribune n'y changeront rien. Par contre ce serait bien le diable si, à plusieurs millions, nous n'arrivions pas à faire ravaler leur morgue à tous les porteurs de Rolex.

À genoux, le temps s'écoule lentement. Et dire que nos vies sont si courtes… A. S.

Népotisme vert

Cette déclaration péremptoire en forme de dénégation émane de Marie Bové, outrée que l'on puisse rapprocher la promotion de sa candidature à la tête de la liste d'Europe Écologie en Aquitaine, de celle de Jean Sarkozy à la présidence de l'Établissement public d'aménagement de la Défense. On se demande pourtant si, avec un autre patronyme et surtout une autre paternité, le député-maire vert Noël Mamère, appuyé par les caciques de son parti, aurait choisi pour se présenter à sa place la fille de José.

L'argumentaire de l'heureuse élue pour justifier ce choix vaut, en tout cas, son pesant de carottes bio. « Cécile Duflot, inconnue du public, a crevé tous les écrans en six mois. Elle a prouvé que l'on pouvait renouveler la classe politique, notamment avec des femmes. » On ne saurait mieux dire que la valeur d'une personnalité politique se mesure à l'audimat, ce qui laisse plutôt songeur de la part d'une future représentante – doit-on dire « tête d'affiche » ? – d'une organisation qui prétendait « faire de la politique autrement ». Quant à l'argument sexiste du « renouvellement de la classe politique » grâce aux femmes, on ne peut que se montrer dubitatif sur les bienfaits postulés de ce dernier au vu des prestations gouvernementales d'une Édith Cresson ou d'une Michèle Alliot-Marie, pour ne rien dite de celles de Margaret Thatcher ou de Condoleeza Rice. Il est vrai que Marie Bové parle de « classe politique », ce qui est déjà tout un programme. « Hurler dans la rue, c'est bien, précise-t-elle, mais, aujourd'hui j'ai envie d'être sur les lieux de décision. »

De fait, tels qu'elle les énumère pour légitimer son désir de faire partie de ladite classe, les états de service de Marie Bové ne laissent planer aucun doute sur sa capacité d'adaptation : à un travail d'expertise pour le compte du PS à la Communauté urbaine de Bordeaux, dont elle semble se montrer très fière, s'ajoutent, selon ses propres termes, « plein d'étiquettes : altermondialiste, antinucléaire, bobo (*sic*) car membre d'une association pour le maintien d'une agriculture paysanne, catho puisque j'ai travaillé sept ans pour le Comité catholique contre la faim ». On aura compris que la fille du contempteur de la malbouffe a fait ce qu'il fallait faire pour parvenir à ses fins : bouffer à tous les râteliers.

Jean-Pierre Garnier

Mort aux pauvres

Depuis le 1er juin dernier, le RSA a remplacé le RMI. Il est destiné aux chômeurs non indemnisés et aux « travailleurs pauvres ». Environ trois millions de ménages pourraient en bénéficier.

Une nouveauté géniale : les candidats ou bénéficiaires du RSA devront déclarer le montant de leur épargne bancaire. Et selon l'importance de cette épargne, le RSA sera diminué ou même refusé. Autrement dit, si vous avez bossé dur pendant des années et que vous avez réalisé à grand mal de maigres économies pour votre avenir, vous devrez le dépenser jusqu'au dernier sous pour prétendre à une aide quelconque.

Il s'agit de dépouiller les plus pauvres pour les rendre encore plus démunis, et donc encore plus corvéables et manipulables à merci. Mais le secret bancaire ? Quelle naïveté ! Vous croyez que ça concerne la plèbe ? Les banques, c'est pas fait pour les pauvres. Si vous avez des économies, alors vous n'êtes pas pauvre. C.Q.F.D. D'ailleurs, c'est bien connu : les chômeurs et les travailleurs précaires sont des fainéants, des profiteurs, des parasites, qui se la coulent douce sur le dos des « bons citoyens qui ont du mérite ».

Mais le RSA c'est de l'argent public, il ne faut pas le donner à n'importe qui, vous comprenez, y'en a qui trichent… Ah oui ? Et les grosses magouilles financières ? Les paradis fiscaux ? Les subventions aux multinationales ? Les milliards versés aux banques ? Les délocalisations ? Le train de vie hallucinant de l'État et de la bourgeoisie ? Tout cela est très normal. Ce sont les pauvres qui doivent payer.

Et ce n'est pas tout : même les aides associatives et les aides particulières (comme celles venant de parents) seront déduites du RSA. Les bénéficiaires ou candidats au RSA seront poussés à traîner leurs parents devant les tribunaux pour exiger une pension alimentaire ! La chasse aux pauvres est ouverte ! Bravo Hirsh ! Bravo Sarko ! Et merci à tous ceux qui ont voté pour la droite ! Si nous étions à la veille des élections, sûr que Sarko serait réélu avec une écrasante majorité.

Et le plus incroyable dans tout ça, c'est que pas une gueule (enfin, presque pas) ne s'ouvre pour protester.

Dans quelle espèce de pays de merde somme-nous ?

Désormais, les pauvres n'ont plus qu'à planquer leur magot dans un bas de laine, comme au bon vieux temps. En attendant qu'un nouveau décret n'autorise les agents de l'État à venir perquisitionner chez eux.

On n'arrête pas les réformes.

Bernard Baudoin
militant au soviet Gaston Couté
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Licenciés pour l'exemple

Des salariés toulousains des filiales de distribution d'EDF, tous militants CGT, ont reçu une lettre de licenciement pour s'être mobilisés au printemps. Ils sont des dizaines dans ce cas, syndicalistes qu'on veut bâillonner.

Ben voyons !

Villiers-le-Bel, non-lieu pour les keufs ! Deux ans après la collision qui a coûté la vie à deux adolescents et entraîné une flambée de violence, les deux policiers qui se trouvaient à bord du véhicule sont mis hors de cause. La famille va faire appel.

Lycéenne expulsée

Nanette, une lycéenne parisienne de 19 ans qui se rendait tranquillement en cours de BTS comptagestion, a été arrêtée gare du Nord et expulsée le jour même vers le Congo-Brazzaville. Sans même passer par la case garde à vue, la jeune fille a directement été emmenée à l'aéroport d'Orly où elle est mise à bord d'un avion pour Casablanca, puis de Casablanca à Brazzaville. Malgré ses demandes réitérées, les policiers ne l'ont pas laissé prévenir sa mère. Ce n'est qu'une fois arrivée sur place qu'elle a pu lui téléphoner. Aujourd'hui, elle se retrouve totalement démunie, n'ayant sur elle que les deux euros et le sac de cours qu'elle avait quand elle a été arrêtée…

Retour aux années noires !

Après avoir ouvert la chasse aux migrants, Éric Besson ressort le discours sur « l'identité nationale ». Rabatteur de Nicolas Sarkozy sur les terres électorales de l'extrême droite, le ministre identitaire reparle de « la fierté d'être français » et relance le débat sur l'immigration choisie. La chasse aux sans-papiers devient le sport favori du gouvernement.

Chômage toujours en hausse

Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,8 % en septembre. « Une hausse qui n'est pas près de s'arrêter », prévient le gouvernement. C'est gentil de nous prévenir !

Hôpitaux à l'agonie

Un projet d'arrêté fixe à 1 500 actes annuels le seuil minimal pour l'existence d'un bloc opératoire. Il mettrait en péril nombre d'établissements hospitaliers, soit 182 blocs chirurgicaux dans l'Hexagone. Le ministère confirme qu'il devrait être signé avant la fin de l'année.

Salut les copains !

La Scientologie pourra continuer ses activités… Le tribunal correctionnel de Paris a condamné les deux principales structures françaises de l'Église de Scientologie pour escroquerie en bande organisée à une amende totale de 600 000 euros, mais a autorisé la poursuite de leurs activités.

Non mais !

Dieudonné a été condamné 10 000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Paris pour des propos sur la scène du Zénith lors de la remise du « prix de l'infréquentabilité » à l'historien révisionniste Robert Faurisson par une personne déguisée en déporté juif. Comme disait Pierre Desproges, « on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui », mais ça dépend de qui ça vient.

Inquiétant

Selon la Commission européenne, près de 30 % des séropositifs de l'UE et 70 % dans certains pays voisins ignorent qu'ils sont infectés par le virus du sida (VIH), impliquant un risque accru de transmission. Et les campagnes de protection, c'est fait pour les chiens ?

Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire !

Des membres de Médecins sans frontières, de la Déclaration de Berne, de Dialogai, du groupe sida Genève et d'autres associations ont bravé le froid en sautant dans le lac Léman pour tenter d'attraper une pilule géante « inaccessible à ceux qui en ont le plus besoin dans les pays en développement » explique MSF. L'ONG a lancé une campagne mondiale destinée à convaincre neuf compagnies pharmaceutiques de mettre en commun leurs brevets sur les médicaments contre le sida. Les traitements de seconde génération contre le sida sont beaucoup plus coûteux et souvent inabordables dans les pays en développement, ce qui réduit l'impact positif de l'accès plus large aux trithérapies.

Sans-papiers en lutte

Dans le secteur du nettoyage, où nos camarades de la CNT sont présents, le patronat profite d'une main d'œuvre sans droits. Des dizaines de lieux de travail sont occupés dans l'indifférence médiatique. Des syndiqués de la société ISS, un des leaders du secteur, sont en grève depuis la mi-octobre. Ils ont occupé le hall de la Cité des sciences qui sous-traite à de multiples entreprises. La lutte continue!

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Une GAV trop ordinaire

DÉCOUPE TON POCHOIR, ET VA CARTONNER
LES COMMISSARIATS DE TON QUARTIER

Imaginons un pays ordinaire avec sa police très ordinaire. Imaginons quelques individus moins ordinaires qui croient encore à l'impossible. Comme par exemple, rendre l'homme moins stupide et la femme libre de ses choix. Ils appellent à une manifestation pour défendre les droits de ces femmes, qu'eux trouvent ordinaires. Comme, par exemple, pratiquer un avortement si elles ne désirent pas avoir d'enfant, sans pour autant galérer afin de trouver un hôpital qui le pratique encore ou un planning familial encore ouvert. La manifestation dénonce également les violences faites aux femmes, enfin, des choses que l'on ne voudrait pas ordinaires… Donc, la veille de la manifestation, deux garçons s'en vont taguer à l'aide de pochoirs fabriqués avec des radiographies un simple slogan « À bas le Patriarcat », qu'ils signent Fédération anarchiste, puisque c'est le nom de leur organisation. Leur but est de baliser l'accès à la manifestation du lendemain. Arrivés à une certaine station de métro, ils commencent donc à taguer sur les marches. Les passants ordinaires qui passent s'arrêtent et s'amusent de leurs dessins (une femme chat qui scande le slogan « À bas le Patriarcat »), les commentent, les trouvent même jolis pour certains. Cependant, fait très ordinaire dans ce pays, ils sont filmés, mais eux, trop pris par leur tâche, ont oublié qu'on l'est partout, tout le temps. Tentés par un joli mur blanc à l'extérieur de la station RATP qui leur tend sa virginité, ils le colorent. Les malheureux ! Trois agents municipaux ordinaires leur tombent dessus sans qu'ils aient le temps de réagir et de se trisser. Déjà deux cars ordinaires de keufs – pas moins – viennent en renfort, il faut bien ça pour deux tagueurs…

Ça mord un séropo ?

Ils sont embarqués et emmenés au commissariat très ordinaire le plus proche. Ils sont mis en garde à vue. Ils y seront maintenus vingt heures pour avoir en tout et pour tout dessiné quatre pochoirs et condamnés à payer 205 euros (une somme ordinaire…) pour « dégradation de bâtiments publics ». Durant leur garde à vue très ordinaire, celui qui porte boucle d'oreille (avant qu'on lui demande de retirer ses bijoux) essuiera plusieurs fois les remarques homophobes de policiers en service cette nuit-là, c'est ordinaire me direz-vous. La routine. Ils sont mis en cage. Un des deux, séropositif, demande à voir un médecin pour prendre son traitement. À 4 heures du matin, on l'emmène à l'Hôtel-Dieu, menotté, chose ordinaire pour un « dangereux anarchiste » qui a tagué quatre dessins ! Un flic qui l'accompagne essaye de faire comprendre discrètement à l'infirmière de nuit qu'il amène (suivez discrètement mon regard…) un séropositif (en plus anarchiste), les nouvelles vont vite. Il lui demande si c'est risqué au cas où il tenterait de le mordre, ça c'est déjà vu, c'est un fait ordinaire, pour le policier. L'infirmière lui répond qu'éventuellement si le gardé à vue avait une gingivite, oui ce serait risqué, mais qu'il n'y aurait qu'une chance minime de contagion… Le flic, un peu rassuré, essaye de parler d'autre chose, le temps est long la nuit. Pour la « dragouiller », ils lui parlent de l'insécurité, un sujet ordinaire dans ces lieux… Eh oui, l'infirmière a peur parfois le matin quand elle rentre chez elle (c'est ordinaire dans ce pays où tout le monde doit avoir peur), en plein Paris, certes mais, dans un quartier « coloré » explique-t-elle avec un sous-entendu ordinaire…

Hippocrate, Hippocrate, est-ce que j'ai une gueule d'Hippocrate ?

Arrivé devant le médecin des gardés à vue, le garçon démenotté un instant demande sa tri-

thérapie. Il vient juste de changer de médicament et ne se souvient pas du nouveau. Le médecin ne fait bien sûr pas beaucoup d'efforts pour trouver le nom du médoc (pourquoi faire des efforts pour un gardé à vue et en plus séropositif ?). Pourtant ce serait facile (peut-être trop ordinaire) de chercher le nom, il n'en existe pas trente-six en une seule prise sur le marché. C'est tellement plus simple de dire au garçon : « Ce n'est pas très grave, vous le prendrez demain. » Mais le garçon de lui répondre : « Et si je suis gardé 48 heures, quid de mon traitement qui doit être pris avec régularité ? » Le médecin ne l'écoute déjà plus. À cette heure tardive, il doit dormir, l'Hippocrate. Il en voit tellement défiler des malades en garde à vue. Et puis, ici la nuit, tout le monde s'en fout plus ou moins des gardés à vue, flics, médecins, c'est ordinaire, la routine en somme… Bref, re-menottes et retour en car au commissariat. Aux feux rouges, des automobilistes et leurs passagers ordinaires regardent ces gens menottés, bien gardés, avec un petit air d'excitation mêlé de peur… C'est bon à c't'heure de voir passer la misère, ça change de l'ordinaire… « Cinq heures du mat, un petit frisson… »

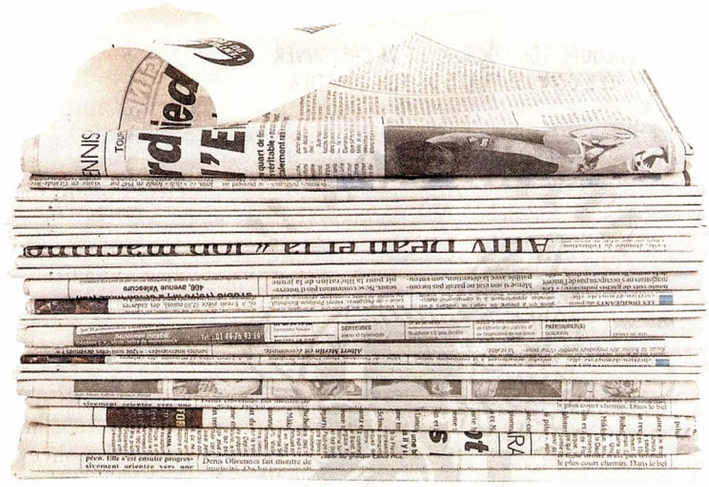
Comme un chien attaché dans sa niche

De nouveau en cellule, à cinq prévenus dans neuf mètres carrés, encore 14 heures à perdre sa vie, pour quatre petits dessins. À la merci de policiers plus ou moins « tolérants » selon votre faciès. Si vous leur « plaisez », ils vous laissent (grand privilège) aller plusieurs fois faire pipi dans la nuit, si vous avez la prostate et la cinquantaine passée. En revanche, si vous ne leur plaisez pas, s'installe le petit jeu très ordinaire de la mauvaise volonté, de l'instinct bestial, du jeu sadique, comme le chat avec la souris. Si vous êtes une prostituée des pays d'Asie, chopée pour racolage passif, on vous soupçonne de faire exprès de ne pas parler le français et on vous insulte en prenant l'accent chinois… Si vous êtes un toxicomane vous tordant de douleur à cause du manque, suant à grosses gouttes, on fait tout pour vous laisser souffrir et ne surtout pas vous donner à boire. Jusqu'à ce qu'un autre prévenu se décide à aller aux chiottes qui puent, ramène de l'eau dans ses mains et vous fasse boire, avant de vous replier comme un chien dans un coin de sa niche. C'est encore un autre prévenu à qui on demande de remonter son jogging quand on l'appelle, alors qu'il est menotté, histoire d'un peu rigoler entre collègues ordinaires et de voir comment il va s'en sortir (tout le monde s'ennuie tellement la nuit dans les commissariats de ce pays imaginaire). Bref, on pourrait en écrire comme ça des pages et des pages… Enfin, tout ce que je vous raconte est tellement ordinaire, même si pourtant ça se passe tous les jours à côté de chez vous pendant que vous dormez, d'ordinaire !

Témoignage anonyme

il vaut mieux, par les temps qui courent

Du rififi dans le Livre



Nouvelle péripétie dans la lutte qui oppose depuis plusieurs mois le syndicat général du livre et de la communication écrite CGT (SGLCE) et le syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), les quotidiens nationaux étaient absents des kiosques le mercredi 27 octobre dernier.

À la suite des États généraux de la presse écrite tenus fin 2008 et afin de régler le problème des conditions d'impression de la presse quotidienne nationale qui handicapent lourdement les quotidiens français dans une conjoncture déjà très difficile, les éditeurs du SPQN ont engagé avec leurs partenaires sociaux un cycle de négociation important à partir de mars 2009.

Après huit mois de négociation et de nombreuses réunions, les éditeurs du SPQN, ont présenté à leurs partenaires sociaux un texte d'accord définitif prévoyant à la fois des modalités de modernisation du fonctionnement des imprimeries de la presse quotidienne nationale et un dispositif de reconversion exceptionnel appuyé sur des formations longue durée pour assurer le reclassement dans les meilleures conditions des ouvriers et cadres techniques concernés. Le SGLCE a, lors de cette rencontre, rappelé la position de la CGT : le refus des licenciements.

Il demande la suppression de toute référence aux licenciements dans les textes. Les moyens exceptionnels de l'État pour la formation professionnelle doivent être utilisés pour former les ressortissants des bureaux de placement en priorité et des salariés volontaires, et non pour augmenter le nombre de chômeurs. Le dispositif pour les seniors est à reconstruire en grande partie pour sécuriser les parcours de fin d'activité professionnelle. En effet, les mesures proposées par le SPQN tiennent plus du château de cartes ou de l'usine à gaz que d'un dispositif social équilibré permettant de basculer dans un système de retraite complète par répartition.

Le syndicat patronal a beau jeu dès lors de brandir la menace de la disparition des métiers de la photogravure, de l'impression et de la distribution des journaux, au profit pur et simple des éditions en ligne et des médias concurrents. Lesquels ? Le communiqué ne le dit pas. Refrain connu depuis longtemps par le SGLCE qui a perdu longtemps l'habitude de s'émouvoir. Le problème des reclassements est un peu ancien et maîtrisé par les négociateurs du syndicat du Livre. Il avait fallu cinq semaines d'occupation de l'usine à l'Imprimerie nationale de Choisy-le-Roi pour aboutir à un accord garantissant soixante mois de reclassement.

Ce syndicat du livre a la réputation non usurpée d'une organisation très dure en affaire. On se souvient entre autre de glorieuses prises de guerre lors du démantèlement de Manufrance à Saint-Étienne ou les patrons des NMPP avaient découvert dans leurs locaux un important stock d'armes et de munitions dans les années 90. L'affaire fut étouffée en échange de l'impunité des syndicalistes. Pour se défendre le syndicat avança qu'il y avait aussi des vélos. Alors s'il y avait des vélos…

Émile Vanhecke

Nouvelles des Fronts

« On prêchait au peuple la patience : Parbleu ! C'est bien facile, quand on a le dos au feu, le ventre à table. »
C. Malato

Salaires en baisse de 17 % en 2008, mais de qui parle-t-on ? Qui sont ces sacrifiés de la crise ? Qui l'eut cru, ce sont les grands patrons. Mais qu'on se rassure sur leur sort, la moyenne de leur salaire s'élève très modestement à 240 fois le Smic par an et les députés complices ont refusé par souci de justice sociale que l'on touche à leur retraite chapeau dont le principe est simple : tu cotises peu et ça rapporte gros. Dans le même temps, manifestation à Paris et à Marseille pour protester contre l'érosion des pensions de retraite des salariés et annonce par le ministre du Travail, toujours dans le souci de l'illusoire intérêt général de « traiter » la question des retraites dans la fonction publique en 2010. Une fois de plus les fonctionnaires vont porter le chapeau et le privé sera, on peut y compter, décoiffés dans la foulée. Le suicide au travail est d'ailleurs une mesure qu'il faudrait généraliser pour aller dans le sens du ministre, tu bosses jusqu'à 65 ans, tu te fais sauter le caisson et le tour est joué, plus de problème de retraite. Ça, c'est du management ! Renault, PSA, France Télécom, Thalès, nous ouvrent la voie.

Le congrès d'une CGT alignée et responsable se prépare et fait exceptionnel Thibault aurait un challenger « lutte de classe », une première depuis 1948. Mais, là encore, chapeau bas, sa candidature serait statutairement irrecevable. Nous voilà rassurer l'appareil juridique néostalinien fonctionne toujours bien. Par ailleurs et sans procès d'intention, tous les oppositionnels à la CGT ne sont des enfants de cœur, certains sont d'authentiques syndicalistes mais beaucoup d'autres magouillent pour telle ou telle officine et se badigeonnent le derrière avec la Charte d'Amiens.

Vive la lutte internationale d'autant que celle-ci se passe à Paris où 3 600 sans-papiers du monde entier, la « MOI »[1] contemporaine, occupent pour être régularisés de nombreux lieux : chantiers du tram dans le 19e où restaurant du Centre Beaubourg dans le 4e... et 30 000 manifestants se sont rassemblés autour des métallos du Nord pour la défense de l'emploi industriel... Ce n'est qu'une goutte d'eau dans la vase du marigot social mais dessous, ça bouge encore. Grève des salariés dans les transports routiers avec blocage des plates-formes d'approvisionnement, grève à Pôle-emploi, à la SNCF pour défendre le fret, dans les magasins Surcouf contre la réduction des salaires (Ouf, y'a pas que les grands patrons qui trinquent), grève dans les imprimeries de la presse parisienne où 260 emplois vont passer à la casse. Grève encore chez Servisair où 420 CDI ne savent pas à quelle sauce ils seront mangés suite à un changement de prestataire sur le marché de la restauration aérienne. Grève des éboueurs à Toulouse pour une augmentation des salaires, la Ville rose a senti l'œuf pourri. Grève encore à Marseille à la SNCM et dans la réparation navale (UNM). Préavis de grève en Guadeloupe à l'appel du LKP suite à l'augmentation du prix de l'essence, les békés récupèrent sur la bête ce qu'ils ont cédé en janvier. Ça lutte donc ici et là, mais toujours en ordre dispersé...

Lutter et se faire enfler, ça arrive aussi, retour à la case départ pour les Continental à Clairvoix dans l'Oise, plus de repreneur et 1 120 licenciements sur la piste. Dunlop, grève spontanée à Amiens (60) contre les 4x8 que les salariés avaient acceptées pour éviter des licenciements en début d'année. Les 4x8 tuent à petit feu continu. Idem, pour les ex Motorola de Freescale à Toulouse expulsés par la police de leur usine, 1 600 emplois à la trappe. Plus malin les Chaffoteau-et-Maury, après avoir jeté des œufs sur le siège de l'entreprise à Saint-Denis (93), ils ont décidé, en guise de trésor de guerre, de séquestrer 1 000 chauffe-eau. Plus difficile à écouler qu'une montre Lip, mais chapeau rond les Bretons !

Ailleurs, malgré la reprise (de la spéculation), les emplois disparaissent. Michelin en Saône-et-Loire compte en liquider 470, le Club Med environ 70, la FNAC Paris 170, GSK (Glaxo) 434 de plus dans l'Hexagone qu'en perd ses quatre coins. Newlogic innove et vire 60 salariés à Sophia-Antipolis (06)[2] ThyssenKrupp, le marchand de canons, pardon de poids lourds, dégagera à l'Horme dans la Loire en juin 2010, 373 petits hommes en bleu. Le même Thyssen au niveau mondial dans cette funeste année en bradera 20 000. British-Airways, plus mesuré, réduira de 1 700 son personnel (mal) embarqué. Quant à la Poste belge pour qui on n'a pas votationné, les postiers ont intérêt à bien tenir les enveloppes. En effet, des dizaines de bureaux de poste vont fermer, ouverture du marché oblige. J'ouvre donc je ferme, où va se nicher la logique libérale ! Et dans ce cadre, il est prévu par mesure d'économie de faire distribuer le courrier par des chômeurs, des étudiants, des femmes au foyer, des agents de la RATP[3]. Votationner et puis après référender, tu parles d'un programme de résistance !

Votationnons pour les 182 blocs opératoires qui sont menacés de fermeture, votationnons pour plus de Rased dans les écoles, votationnons pour votationner puis référendons...

Au programme, une petite journée de grève à la mi-novembre dans l'Éducation nationale contre les suppressions de postes annoncées et une manifestation des précaires le 5 décembre sans doute pour « un travail décent, sans stress et sans retraite chapeau ».

Fillon, tout fier n'annonce que 21 600 chômeurs de plus en septembre, le sinistre Ben Ali n'obtient que 89,62 % des suffrages et seulement quatre syndicalistes sont licenciés à EDF pour fait de grève. Tout baisse sauf les prix !

Hugues
groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste

---

1. Allusion à la Main-d'Œuvre Immigrée (MOI) d'autrefois, fondée dans les années 1920 à la CGT-U et à sa glorieuse résistance antifasciste.

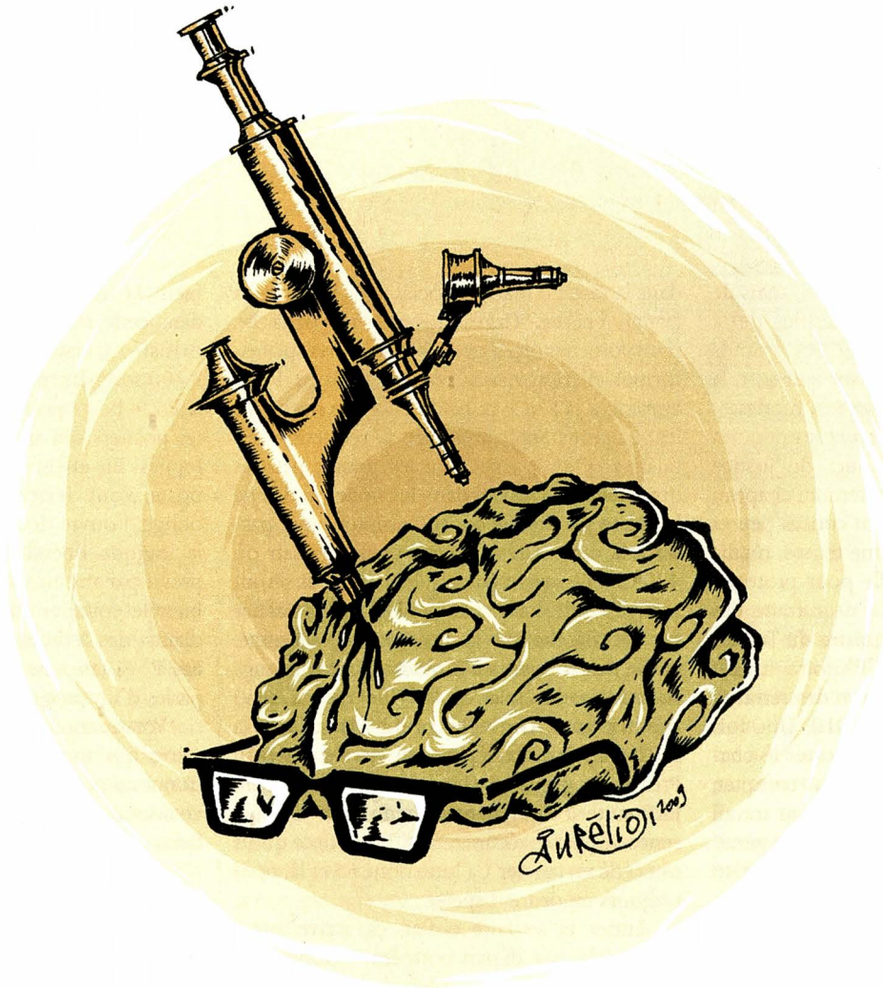
2. La « sagesse antipolice », un rêve technologique et industrielle au bord de la mer.

3. Pour la RATP, c'est à Paris où à la station de métro Simplon, on peut retirer ses lettres recommandées.

La tyrannie technologique

et le pâté d'alouette

Pâté d'alouette



« Le principe des illusions philosophiques est cette espèce de transport, quelquefois passager, souvent durable et opiniâtre, qui suit l'aperception subite d'une haute vérité, ou de rapports imprévus. Cette maladie mentale, particulière aux esprits contemplatifs, n'a point été signalée par les psychologues, peut-être parce qu'en étant atteints la plupart, ils ne pouvaient la reconnaître. »[1]

Dans la mouvance libertaire, les opposants les plus farouches à la science, aux techniques et/ou aux technologies s'accordent, dans les conférences et débats qu'ils donnent et animent, comme celui du samedi 16 mai 2009 à la bibliothèque La Rue dans le quartier de Montmartre à Paris – qui a inspiré la rédaction de ce texte –, sur un socle argumentaire minimal réunissant essentiellement les deux assertions accusatrices suivantes : d'une part, « un objet technologique contient, ou porte, des valeurs », ou son équivalent, « un objet technologique n'est pas neutre » ; d'autre part, « on ne distingue plus la science, ou le savoir, du savoir-faire », ou un équivalent, « la science devient faire ». En outre, la révolte des luddites en Angleterre et des canuts en France, apparaissent à leurs yeux comme des événements historiques symboliques du « passage de la technique à la technologie », aussi « fondateurs » que les événements de 1848 ou de la Commune de Paris. Pour le pâté d'alouette et de cheval qui écrit ces lignes, « composé à 95 % de chimiste et 5 % d'anarchiste »[2], écouter ce discours dans un lieu aussi sympathique que cette jolie bibliothèque anarchiste de Montmartre[3], suscite incompréhension et inquiétude. Incompréhension car cette description dénonciatrice de la recherche scientifique en des termes culpabilisants (et même parfois presque criminalisants) ne correspond pas à mon expérience quotidienne. Inquiétude car, entre Louise Michel, pour ne citer qu'elle et parce que le lieu s'y prête, pour qui « l'humanité de demain, élevée avec des mappemondes, des télescopes, des microscopes, pourra remplacer les croix, chez qui le mysticisme endormeur aura évolué en amour de l'inconnu, des arts, des découvertes, fera la légende future »[4], et les crédules émules d'Ellul, pour qui « il ne peut pas y avoir de technologies libertaires dans une société industrielle capitaliste », je n'entrevois aucun compromis possible. L'anarchisme serait-il malade à ce point de son idéologie ? Ces manifestations confirmeraient-elles les symptômes d'une épidémie de cette vérole illichienne que Marc Prévôtel diagnostiquait déjà, dans un autre contexte, il y a trente an[5] ?

Technologie et valeur

L'éthique vise à prescrire des règles de conduite permettant à un individu et au sous-groupe dans lequel il s'inclut, de conserver et

maintenir leur structure biologique et sociale. La production et l'expression de ses valeurs nécessitent donc un cortex associatif interagissant avec d'autres cortex associatifs.

Par conséquent, un objet technologique, jusqu'à preuve du contraire dépourvu de système nerveux, de système limbique et de cortex associatif, ne contient pas ni ne porte de valeurs. Il possède des propriétés (physiques, chimiques, etc.), que tout un chacun peut constater, mesurer, sonder, caractériser, mais rien qui s'apparente objectivement à des valeurs. Quand vous coupez l'alimentation électrique de votre ordinateur, ou bien si vous passez vos nerfs dessus pour vous défouler, vous constatez qu'il ne lutte pas contre sa mise à l'arrêt ni sa destruction. Bien qu'il copie avantageusement des êtres humains dans un certain nombre de fonctions dites « intelligentes », comme la mémoire et le calcul, il se trouve démotivé en toutes circonstances, c'est-à-dire qu'il « se contente d'être », comme l'aurait souligné Laborit, qu'il ne cherche pas à « survivre » (puisqu'il ne « vit » pas), même en parfait état de fonctionnement. Prenons un autre exemple. Au cours de la discussion[6] qui a suivi l'intervention du co-auteur de *La Tyrannie technologique* cet après-midi-là, une participante nous a raconté l'histoire de ces Indiens qui avaient l'habitude d'exploiter des terres avec des outils rudimentaires, jusqu'à ce qu'une mission de jésuites ne débarque et leur enseigne l'utilisation de haches plus sophistiquées. Adoptant ce nouvel outil, les Indiens parvinrent à bout de leur labeur en bien moins de temps qu'auparavant et mirent à profit ce gain de temps pour se reposer. Les jésuites, considérant ce nouveau comportement comme immoral, les incitèrent à travailler plus, ce qui déboucha sur une plus grande production. Alors que la conclusion de cette anecdote tombait, je m'attendais bien sûr à ce que les anarchistes présents dans cette salle dénoncent l'attitude des jésuites... Eh bien non, on a surtout rigolé de l'inanité de la hache, à laquelle d'aucuns attribuaient la valeur « productivité ». Dommage que ces haches ne « portaient » pas « en elles » l'anticléricalisme, elles auraient pu servir à trancher du lard! J'ai beau m'acharner à essayer de comprendre ce que veulent nous expliquer ces opposants à la science, aux techniques et/ou aux technologies, je n'y perçois que ce que le physicien statisticien Edwin Jaynes a désigné comme une « erreur de projection de l'esprit »[7] sur les objets et les êtres qui remplissent la réalité. Leurs énoncés, assénés comme des savoirs ou des constats, avec la crédibilité et l'aura que confère un titre universitaire de sociologie ou d'histoire, ne s'avèrent *in fine* que des déclarations de foi, subjectives, arbitraires, sentimentales et mystificatrices.

Savoir et faire

Au fil de son laïus, le conférencier en vient à déplorer que la science d'aujourd'hui ne se cantonne plus, comme celle du passé, à une « observation contemplative » de la nature, et reproche aux scientifiques (Maxwell, Hertz), de ne plus se contenter de la spéculation gratuite et sans prise directe sur le monde réel. Diantre! Faudrait-il retourner dans l'Antiquité écouter les conneries d'Aristote? Proudhon, dès les années 1840, avec son lyrisme inimitable, nous mettait déjà en garde: « Aussi voyez les livres des philosophes: grandes annonces, grandes prétentions, élans sublimes, discours magnifiques, style profond, air de mystère; science nulle. Que de gens ont espéré voir jaillir des sociétés de maçons et rose-croix, des illuminés de Swedenborg et de Weishaupt, de la théosophie des de Bonald et des de Maistre, de l'expansion d'Azaïs, de la palingénésie de Ballanche, du panthéisme allemand, de l'éclectisme français, et tout récemment des inspirations saint-simoniennes, une lumière pure et ardente, qui embraserait la société et régénérerait le monde! On voyait des fanatiques, la plupart de bonne foi, épris d'une idée fixe ou éblouis de l'aperception soudaine de quelques rapports généraux, et qui se hâtaient de crier: Accourez tous; voici la clef du grand arcane, la nature n'a plus de voiles: et l'on avait la complaisance de les écouter et de les suivre. »[8]

L'expérimentation reste le seul moyen connu de confronter les hypothèses à ce que François Sébastianoff désigne comme « l'épreuve de la réalité »[9]. Elle permet de « construire des modèles plus conformes à la réalité qu'à nos désirs »[10], et d'accéder à l'objectivité des savoirs, c'est-à-dire faire en sorte que leur validité ne dépende pas du point de vue particulier du chercheur. Décidément, plus j'écoute ces militants et plus je me dis qu'adopter l'objectivité comme comportement est encore une de ces « idées neuves aux cheveux blancs », pour reprendre les mots de P. Dra.

Pour finir, j'aimerais rappeler, avec ferveur, que la haine éco-intégriste des scientifiques et des technologies repose sur une critique partiale occultant le capitalisme et l'État, notamment leurs fondements politiques judéo-chrétiens dans les sociétés européennes et américaines[11], et, accessoirement, l'épistémologie des sciences et des découvertes. Les luddites et les canuts n'étaient ni scientophobes ni technophobes. Ils luttaient pour sauvegarder leurs conditions de travail. Leur problème résidait dans la finalité globale de la société capitaliste et industrielle, à savoir produire moins cher plus de marchandises et les vendre pour accroître le capital des propriétaires des moyens de production et d'échange. Qu'on se le dise: pour un chercheur scientifique baignant dans le système de domination actuel, prétendument « technicien », « techno-libéral » ou « techno-sciento-libéral » ou que sais-je encore, trouver n'est pas inventer, inventer n'est pas exploiter, exploiter n'est pas nécessairement diffuser à grande échelle. Les chercheurs scientifiques, surtout les plus précaires, finiront tôt ou tard comme des « canuts en blouse blanche », si vous me permettez l'expression. Alors épargnons-leur les condamnations bien-pensantes, d'autant plus faciles (et stériles) qu'elles servent de cache-sexe à une impuissance passagère à abolir le capitalisme et toutes les formes de dominance.

Pâté d'A

---

1. Pierre-Joseph Proudhon, *De la création de l'ordre dans l'humanité*, tome premier, 1843.

2. piecesetmaindoeuvre.com/IMG/pdf/anarchimiste.pdf.

3. Avec de magnifiques portraits de Louise Michel et de belles affiches publiques de la Commune (signées Delescluze, Eudes, Varlin, etc.) décorant les murs.

4. Louise Michel, *Aux portes de la mort*, mai 1904. Je la cite d'après E. Boeglin, *Anarchistes, francs-maçons et autres combattants de la liberté*, 1998.

5. Marc Prévôtel, *Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier*, 2008.

6. Puisque finalement il n'y a pas vraiment eu débat, tout le monde semblait à peu près d'accord, à quelques détails près.

7. Traduction approximative de « *mind projection fallacy* », dans E. T. Jaynes, *Clearing up mysteries. The original goal, Maximum entropy and Bayesian methods*, Ed. J. Skilling, Kluwer Acad. Pub., Dordrecht, 1989, page 7: « Nous sommes tous animés par une tentation égocentrique de projeter nos pensées privées sur le monde réel, en supposant que les créations de notre propre imagination sont les propriétés réelles de la nature. » (Sous réserve de traduction correcte.)

8. Proudhon, *op. cit.*

9. François Sébastianoff, « *Les règles générales de l'objectivité* », *Réfractions*, n° 13, automne 2004.

10. *Ibid.*

11. Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, suivi de *Les Sectes protestantes et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, première édition 1964, deuxième édition corrigée 1967; Bakounine, *Écrit contre Marx*. Fragment formant une suite de *L'Empire knouto-germanique*, 1872, *Les conflits dans l'Internationale*, Éditions TOPS/H. Trinquier, 2003, notamment à partir de la page 197; Bakounine, *Étatisme et anarchie*, 1873, Éditions TOPS/H. Trinquier, 2007, notamment aux pages 256-257. Philippe Pelletier, dont *L'Imposture écologiste* gagnerait, par les temps qui courent, à être (re)lue, m'a rappelé à juste titre que « Weber raisonne sur le rapport éthique et pratique, sans systématiser une relation stricte entre capitalisme et protestantisme comme certains le prétendent trop souvent. Bakounine raisonne sur le rapport entre protestantisme et étatisme, donc un plan différent. Ils se complètent ».

« Une ado e

ruée sexophobique de m

Roger Dadoun

TELS DES GRELOTS AGITÉS par ovins pavlovisés aux yeux exorbités crétinisés de ne parvenir à ne voir et ne s'ébaubir que de béer et braire à suivre la danse obscène des pixels crachotés expectorés en dégorgements d'images sélectionnées présentées animées commentées grassement rémunérées accumulées capitalisées par les call gueules à claque (outre celles, gueules et claque, des piétailles zombies harponnées pour servir applaudissements et clameurs sur plateaux en toc) du très petit écran, basset frénétiquement adonné à lustrer les ors et les pompes de tous les pouvoirs - flagornerie servilité férosserie cupidité y font suintante pestilence de polluante porcherie,

(tels des grelots)
les mots « viol » et « pédophilie » continuent d'éclater et tintinnabuler à nos oreilles pour nous alerter et nous mettre en garde et blinder portes et fenêtres contre les ogres baffreurs de petits enfants pas sages, contre les barbes- bleues tueurs en série de tendres et innocentes jeunes épouses séquestrées, contre les méchants loups avaleurs de grands-mères recuites en retraite, contre les draculas qui ne desserrent leur denture impeccable que pour mieux serrer pomper les palpitantes goûteuses carotides de fiancées trop naïves - ne sentent-elles donc pas l'haleine fraîche tombale du tombeur qui vers elles à sûrs pas lents tout susurrant s'approche,

(« viol » et « pédophilie »)
terribles mots pour films d'épouvante que ces deux-là, qui se gardent bien, ô malheur des temps, de nous mettre en garde contre les sombres agissements incestueux domestiques perpétrés derrière portes matelassées d'honorabilité, contre les poussées fantasmatiques d'une espèce encarriérée de petits juges hyperzélants, contre les indignations préfabriquées de plumitifs frimeurs égrillards aux regards braqués sur braguettes et strings, contre les sectes et clans politiciens se serrant coudes fesses et phallus pour marseillaiser en chœur de pathétiques et justicières mobilisations de masse destinées à traquer pister dénoncer châtrer lyncher les boucs de la luxure émissaires de sperme et de mort qui hantent les abords des bois, collèges, hypermarchés, boîtes, banlieues et bastringues,

(boucs de la luxure)
à peine ces mots dits que voici la malédiction, débondée, qui se met, anti-bouc dressé sur crasse pudibonderie, à bondir sur toutes lèvres logorrhéiques, à cliquer sur tous claviers et sous-claviers, débloquer sur tous blogs, ranimer noms et call gueules (bis) du malin who's (fucking) who politique et culturel en posture d'affessement, tout cela hissé haut par les pisseuses hilares flagorneries médiatiques (l'on s'marre à tout bout et hors champ) – tandis que sur le plancher des vaches veaux cochons, les foules moutonnantes formatées (ah ces bras mains visages rires sourires pleurs gestes mimiques verbiages) des frustrés envieux ensorcelés décervelés résignés hystérisés paumés télécommandés, se ruent (rutent) et s'en donnent à cœur joie d'enfin pouvoir cracher le fiel, exsudé par toute une vie de malheur, maltraitance et soumission, sur l'Artiste, la Star, hollywoodienne de surcroît, venue cueillir un nouveau titre de gloire (Prix pour l'ensemble de l'œuvre) au Festival du Film de Zurich

(Zurich Film Festival)
épatante occase, pour que, Yes, Your Honor, sur ordre de la ministresse suisse de la justice, la police cueille l'artiste franco-polonais Roman Polanski à sa descente d'avion, 26 septembre 2009, et le jette en prison, appliquant, tombé du ciel, un traité d'extradition passé avec les États-Unis, après condamnation du cinéaste en 1978 pour « relation sexuelle illégale » avec une mineure, Samantha mannequin 13-14 ans. Ah la brave et loyale et correcte justice suisse au timing un peu branleur (time is money) – blindée au point de n'être pas encore parvenue, à ce jour, à sentir sous ses pieds les chambres fortes et alignements de coffres où dorment d'un serein sommeil richement réparateur et candidement rémunérateur les paquets de milliards escroqués à leur trop chère « patrie », comme ils nomment leur pays l'arme à l'œil, par des dizaines de milliers d'honorables citoyens : spéculateurs, patrons, magnats, artistes, commerçants, politiciens, dictateurs, trafiquants, maffieux, tueurs de masse (mais des chefs d'État envisagent, à ce que l'on colporte, de se baisser pour glaner quelques miettes),

(super-honorables citoyens)
ne le sont-ils pas, ces magistrats américains capables – en cette criarde et hard démocratie

est violée »*

asse sur Roman Polanski

US – d'infliger rubis sur l'ongle des siècles de prison à des condamnés âgés ou moribonds, dont certains apprennent avant de claquer qu'on les a reconnus victimes d'une erreur judiciaire ; magistrats qui bargain – marchandent – des délits et des peines (ô Beccaria) avec avocats aux honoraires grimpant de manière inversement proportionnelle aux sanctions (jours de prison, amendes) requises contre leurs clients plumés ou remplumés, lesquels, même innocents, préfèrent plaider coupables au rabais plutôt que d'entrer dans l'engrenage infernal procès incarcération acharnement judiciaire directement proportionnel, lui, à l'impact médiatique qui le nourrit et s'en nourrit. Pour avoir récusé la compétence d'un juge qui prétendait juger ses travaux et fit brûler ses ouvrages et son matériel expérimental, le psychanalyste et penseur Wilhelm Reich se retrouve en prison, il y trouve la mort, en 1957, à 60 ans, dans des conditions non élucidées. Cas exemplaire, pour notre analyse, que celui d'un Charlie Chaplin devenu, plus pour la puissance critique de son cinéma (*Les Temps modernes* 1936 toujours présents à France Télécom 2009) que pour « sympathies communistes » vaguement alléguées, la cible privilégiée de la chasse aux sorcières menée par la commission des activités anti-américaines MacCarthy – un Charlot, donc, qui préfère filer… à l'américaine, et s'exiler, via l'Angleterre, en Suisse. Roman Polanski retient la leçon : proie d'un magistrat qui, tortillant de la lèvre sous les spots médiatiques, renie sa parole et le menace de procès et de prison, il choisit l'Europe et la liberté,

(l'Europe et la liberté)

si l'on peut dire ! Il en connaît le prix, cher payé. Né à Paris en 1933, il se retrouve, âgé d'à peine quatre ans, en Pologne, où le père, juif polonais natif de Cracovie, a décidé de retourner – pour leur malheur. Devant la menace nazie, le père envoie sa famille à Varsovie – écrasée bientôt sous un déluge de bombes. Les Allemands envahissent la Pologne, et se livrent au massacre et à la déportation massive des Juifs ; au terme d'une résistance farouche, le ghetto de Varsovie est rasé ; tandis que ses parents sont déportés, Polanski, âgé de dix ans ans, parqué dans le ghetto de Cracovie, réussit à s'échapper, et à survivre, entretenu par des voisins et de bonnes âmes ; sa mère meurt au camp d'extermination d'Auschwitz, le père parvient à survivre au camp de Mathausen ; après diverses errances, l'adolescent Polanski découvre le merveilleux cinéma, travaille avec Wajda, réalise de fulgurants courts métrages, et son premier film, *Le couteau dans l'eau* (1962).

(Le couteau dans l'eau)

coup d'essai qui est coup de maître : maîtrise de l'image et de la mise en scène, en laquelle s'expose une réflexion grave sur la société et la condition humaine. Il s'est trouvé qu'inaugurant en 1969 mon cours d'analyse filmique à l'université de Vincennes, au tout nouveau département de cinéma, j'ai été amené à travailler, presque plan par plan, sur les premières œuvres de Polanski ; *Le couteau dans l'eau* déroulait une critique lucide, sobre, concrète, et risquée (la police est partout), des relations de personnes dans la Pologne stalinienne ; *Rosemary's Baby* (1968) déployait, sur registre d'épouvante « conviviale », tout un spectre de la civilisation américaine ; *Un homme et une armoire* (1958) et *Cul-de-sac* (1966) constituaient d'âpres constats, sur grand livre d'absurde et de déréliction, de la réalité humaine. Ces mises en images percutantes, passionnées en même temps qu'ironiquement satanisées (ébouriffant, *Le Bal des vampires*, 1967 !), portées par une impressionnante virtuosité technique, s'imposaient comme perception aiguë de l'existence, mêlant approche psychosociale, déclinaison clinique, terreur, parodie, humour noir. Toutes choses impardonnables – protégées par la grâce du succès critique et public – dans nos cultures du bonheur à tire-larigot et de ce rire télévisuel à gogo qui mérite l'appellation d'hilaro-fascisme [1],

(hilaro-fascisme)

ce qui ressort de plus misérable et consternant, fanatique et régressif, au sens le plus menaçant des termes, dans la reviviscence soudaine et l'embrouille délibérée de l'affaire Polanski, c'est que les accusations de « viol » et de « pédophilie », non retenues dans le cadre juridique strict, servent avant tout au déferlement, ruée, rush d'une rage sexophobique et haine de la sexualité, dont on croyait l'étau quelque peu desserré avec les mouvements de mai 1968, en France et dans le monde. On se voit confronté, au contraire, avec tam-tams et surenchères médiatiques, à l'expression quasi caricaturale, brutale et égrillarde (blague et bagatelle pour tout, ravageuses, c'est l'hilaro-fascisme) de ce travail de la rumeur, de la calomnie (ô Beaumarchais) et du lynchage (ô Pasolini) que Wilhelm Reich a

décrit dans ses œuvres magistrales de 1933, La psychologie de masse du fascisme, L'analyse caractérielle, et dans son pamphlet américain de 1948, *Écoute, petit homme* - rumeur, calomnie, lynchage, et tout le tralala médiatique, politique, religieux, moralisateur, qui convergent, par des biais divers, toutes bassesses et malversations permises, vers ce point focal, central, pivotal, capital : l'acte sexuel,

(l'acte sexuel)

il est au cœur de l'affaire, mais travesti, habillé ou déshabillé (pour Vogue) en « affaire de sexe », fait divers, pédo, porno ou pervers, c'est même mouture pour les médias : l'adulte lubrique (vieille rengaine sans cesse dégainée : « le cochon qui sommeille dans l'homme ») abuse de l'enfant innocent (ô doux jésus !). Polanski, la quarantaine, a une « relation sexuelle illégale » – seul chef d'accusation qu'il reconnaît – avec la mineure Samantha. Les parents portent plainte. Un accord est conclu, censé mettre fin à l'affaire. Polanski fait 42 jours de prison, doit verser à la famille des indemnités s'élevant, dit-on, à 500 000 dollars. Samantha, mariée, mère de famille, déclare publiquement avoir pardonné au cinéaste, et accuse en revanche les magistrats de manipulation et d'acharnement, qui lui font mal et lui portent préjudice. J'ai tenu à aborder l'affaire en signalant, en tout premier lieu, bien que trop sommairement, les dimensions politiques, morales, économiques, idéologiques, culturelles, psychologiques, esthétiques, qui la débordent, et de nature à projeter d'autres et plus amples éclairages sur le cas Polanski – tout cela pour circonvenir, si l'on peut dire, le nœud du problème, l'acte sexuel autour duquel gravite toute la sexophobie actuelle,

(sexophobie)

car qu'en fut-il exactement de l'acte sexuel ? L'accusation avancée de « pédophilie » compose un tableau d'infamie, arrosé de champagne, aggravé d'un barbiturique (la « pharmacie » de notre société médicamenteuse) qui permet de faire mousser le mot « drogue » : voyez l'homme mûr abusant d'une « une gamine de 13 ans » ! 13 ans, c'est, dans une chanson délicatement libertaire (fouriériste) de Brassens, l'âge de la petite « princesse » de la zone qui fait des avances au « croque-notes », qui gentiment les repousse : « Y'a pas eu de détournement de mineure ». Or bizarre, voici que pour le ministère français de l'intérieur, c'est l'âge où l'on peut ficher les jeunes, soudain promus conscients et responsables de leurs actes – sexuels inclus ? définis par quels critères et questionnaire ? Il y a des filles de 13 ans qui portent encore des langes, et d'autres qui ont stérilets et pilules ! C'est affaire d'éducation, culture, expérience, maturité. Accusation de « viol » : sur quels fondements ? Y eut-il menace, agression, violence, effraction organique (traumatisme et désastre), ou drague commune, exploitation d'une situation favorable par un adulte usant de pression, séduction, mise en condition, exerçant une forme d'abus de pouvoir que l'on peut dire omniprésente, inhérente à tous les systèmes de relations dans la société tout entière : famille, travail, patrie. Serge Tchakotine a décrit avec force *Le viol des foules par la propagande politique* (Gallimard, 1939-1953). Que dire aujourd'hui, outre les viols familiaux et domestiques, du viol par médias, publicités, conditionnements multiples, du viol des individus par harcèlements au travail, pressions administratives, contraintes et ingérences de toutes sortes et de tous les instants (microviols quotidiens de notre autonomie par réclames téléphoniques) ? Le fond de l'air de la culture est au viol. Pour charger l'artiste, il fut aussi question de « fellation » et « sodomie » – ce qui confirme la motivation sexophobique diffuse pour qui la pratique sexuelle, serait-elle baptisée (ah) normale (eh), demeure fondamentalement péché et perversité, règne de Satan, comme le proclame, parmi tant d'autres (qui le susurrent), de Paul à Benoît XVI, le Père Sinistrari d'Ameno qui, dans son livre *Des délits et des peines*, au traité « *De Sodomia* » [2], s'interroge, et questionne par la torture : les sodomites, quels qu'ils soient, quand faut-il les pendre, quand les brûler ? Toutes sortes d'études récentes (rapports, témoignages, sondages, analyses, etc.) donnent une réponse où puisse advenir la joie du corps propre (habeas corpus !) : brûler, oui, mais seulement d'amour, en pratiquant, comme le font d'innombrables couples, seraient-ils baptisés et puritains, « fellation », « cunnilingus », « masturbation », « sodomie » digitale ou phallique, et toutes formes d'exercices érotiques qui font partie d'un commerce sexuel légitime – pourvu qu'il soit fondamentalement équitable, qu'il y ait accord, consentement, connivence, co-itération, et non contrainte, exploitation, menace, chantage, violence, abus de pouvoir.

R. D.

---

*. Ce titre utilise, dans une perspective sociopolitique, la formule célèbre de Freud, à dominante fantasmatique : « un enfant est battu » (1919).

1. Roger Dadoun, *Cinéma, psychanalyse et politique*, Séguier, 2000. *La télé enchaînée. Pour une psychanalyse politique de l'image*, Homnisphères, 2008.

2. Roger Dadoun, *Utopies sodomitiques*, sur R.-P. Sinistrari d'Ameno, *De Sodomia*, d'après l'édition de 1754, Manucius, 2007.

Raz de marée anti-IVG en Europe

Dans toute l'Europe, les anti-IVG, soutenus par l'Église catholique, remettent en cause la légalité de l'avortement, tandis que les États se désengagent (ce qui n'est pas pour étonner les anarchistes...) et que le droit des femmes à disposer de leur corps s'amenuise un peu partout.

En Espagne, les « pro-vie » ont lancé depuis un an une campagne sur le thème « On défend les espèces en voie de disparition, mais qui défend les bébés ? ». C'est derrière ce slogan ridicule et provocateur que la mouvance anti-IVG a défilé dans Madrid la semaine dernière, contre le projet de loi du gouvernement socialiste de libéraliser l'IVG jusqu'à quatorze semaines. Loi qui permettrait à certaines mineures de passer outre l'autorisation parentale.

Actuellement, en Espagne, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de viol, de malformation du fœtus, de risques physiques et de troubles psychiques pour la mère. Une alternative que les femmes ne se privent pas d'exploiter pour recourir à l'acte. Mais, les pro-vie sont soutenus par l'Église espagnole et le Parti populaire d'extrême droite. Ces dernières années, l'Espagne n'a pas été la seule cible des anti-IVG (le référendum qui a eu lieu au Portugal sur le sujet a également été plombé par les lobbies catholiques et d'extrême droite).

Les militants pro-vie répandent leurs idées rétrogrades dans les institutions européennes et internationales, tandis que le droit des femmes recule ou stagne dans beaucoup de pays européens. Ainsi, lors de la ratification par l'Irlande du traité de Lisbonne, l'Union européenne s'est une fois de plus engagée à ne pas s'ingérer dans les politiques nationales, notamment en matière d'avortement et de contraception. Une manière discrète d'ouvrir grande la porte aux catholiques du mouvement COIR, connus comme anti-IVG notoires, les confortant dans leur obsession du droit à la vie en échange de leurs voix !

À Chypre et Malte, l'IVG est interdite. Malte ayant carrément exigé, pour sa part, lors de son entrée dans l'UE, que celle-ci n'interfère pas dans sa législation. Dont acte ! En Pologne, la réaction et l'intégrisme catholique ont réussi à venir à bout de l'IVG, qui était pourtant légal depuis... 1956 ! Aujourd'hui, il n'est plus autorisé qu'en cas de viol, d'inceste ou d'anomalie du fœtus. Dernièrement, une Polonaise est presque devenue aveugle lors de son troisième accouchement, les médecins refusant avec un acharnement – tout sauf thérapeutique – de reconnaître les dangers que lui faisait courir sa maladie oculaire. Le malheur des unes faisant le bonheur des autres : les cabinets privés de gynécologues pratiquant l'IVG font florès, tandis que les prix flambent : un avortement revient aujourd'hui à un mois de salaire...

Et voici revenu le temps de l'avortement clandestin. De plus, les gouvernements, sous prétexte de crise financière, bloquent les crédits pour l'éducation sexuelle, tandis que la contraception est marginale dans les pays de l'Est. En France, il n'y a pas de quoi se réjouir, car si le gouvernement garde un silence de principe sur la loi Veil, les centres du planning familial ferment les uns après les autres, tandis que les hôpitaux pratiquant l'IVG se réduisent comme peau de chagrin. Un avortement revient aujourd'hui en moyenne à 500 euros non remboursés, en cas d'avortement à domicile accompagné, quand il l'est !

Patrick Schindler

Chávez militarise par décret

C'est le mercredi 21 octobre que le président vénézuélien Hugo Chávez a promulgué des réformes touchant à la défense nationale. Elles concernent la création de milices « bolivaiennes » (du nom du héros national Simon Bolivar), qui sont sous le commandement direct du président et constituées de civils. Ces troupes sont définies comme « un corps spécial organisé par l'État vénézuélien », et compléteront les forces armées nationales. Ce seront des « unités formées de citoyens et citoyennes qui travaillent dans des institutions publiques ou privées », qui sont enregistrées sur la base du volontariat, et organisés par le commandement général de la milice bolivarienne. Des entreprises d'État comme celle des Pétroles du Venezuela ont déjà leur propre milice. Pour le bouillant Chavez, « c'est le peuple en armes. Nous devons être un pays capable de défendre jusqu'au dernier millimètre de territoire pour que personne ne vienne se frotter à nous ». Cette milice bolivarienne doit être activée lorsque le gouvernement décrète l'état d'exception, la convoque pour des activités d'entraînement ou quand on lui ordonnera d'exécuter des emplois temporaires, à l'image des milices cubaines, citées en exemples.

En complément, le gouvernement Chavez a promulgué une autre réforme qui fixe comme un « devoir » pour tous les Vénézuéliens entre 18 et 60 ans de passer douze mois minimum au service militaire.

Il faut rappeler que Chávez a fait ses études dans une académie militaire dont il sortit diplômé. Il avait le grade de lieutenant-colonel lorsqu'il inspira un coup d'État militaire en 1992. Par calcul géostratégique, le Venezuela s'est rapproché de la Russie de Poutine, et est même devenu un gros client d'armes pour la Russie, cet État qui martyrise les Tchétchènes. La rhétorique populiste, fortement anti-impérialiste (lire antiaméricaine), associée au nationalisme et au patriotisme, maintient le pays dans une tension régulièrement convoquée par Chávez. En France notamment, il a séduit nombre de leaders politiques et même un certain nombre d'artistes. Chávez les fascine... au point de les faire marcher au pas de l'oie ?

Daniel, de Nîmes

Désobéissance civile palestinienne

En 1846, Henry David Thoreau passait parfois la nuit en prison parce qu'il refusait de payer ses impôts. C'était sa façon de s'opposer à la guerre américano-mexicaine autant qu'à l'institution de l'esclavage. Quelques années plus tard, il publia *La désobéissance civile*, qui a depuis été lu par des millions de personnes, y compris par des Israéliens et des Palestiniens.

Kobi Snitz a lu ce livre. C'est un anarchiste israélien qui subit actuellement une peine d'enfermement de vingt jours pour avoir refusé de payer une amende de 2 000 shekels (NDLT : à peu près 365 €).

Cet homme de 28 ans a été arrêté avec d'autres activistes dans le petit village palestinien de Kharbatha, en 2004, alors qu'ils essayaient d'empêcher la démolition de la maison d'un membre important d'un comité populaire locale. La démolition semblait avoir été organisée à la fois pour intimider et punir le leader local qui, quelques semaines plus tôt, avait initié l'organisation de manifestations hebdomadaires contre le mur. Tout comme ces manifestations, la tentative de stopper la démolition était un acte de désobéissance civile.

Dans une lettre envoyée à des amis la veille de son incarcération, Kobi Snitz écrit que « [avec] ceux qui furent arrêtés avec moi, nous ne sommes coupables de rien d'autre que de nous opposer aux politiques réellement criminelles de l'État. » Il explique également que payer l'amende serait une reconnaissance de culpabilité, ce qu'il trouve humiliant. Finalement il conclut sa lettre en insistant sur le fait que sa peine est insignifiante comparée aux punitions infligées aux adolescents palestiniens qui tentent de résister à l'occupation. Ces jeunes de 13, 14, 15 ou 16 ans sont souvent détenus 20 jours avant même que ne commence leur traitement judiciaire.

Snitz n'exagère en rien. Dans un rapport récent, les organisations de défense des droits de l'homme palestiniennes Stop the Wall et Addameer relatent les formes de répression qu'ont subies les villages qui ont résisté à l'annexion de leurs terres. Chaque fois qu'un village décide de lutter contre le mur, c'est la communauté tout entière qui est punie. En plus des démolitions de maisons, des couvre-feux et autres formes d'atteintes à la liberté de circulation, les forces militaires israéliennes utilisent constamment la violence contre les manifestants. Ils prennent pour cibles le plus souvent des jeunes, que ce soit pour des passages à tabac, des tirs de gaz lacrymogène, ou avec tout autre type de munitions létales ou non.

Depuis 2004, 19 personnes, dont à peu près la moitié de mineurs, ont été tuées durant des manifestations contre le mur. Les organisations de défense des droits de l'homme recensent 1 566 Palestiniens blessés lors de manifestations pour les quatre villages de Bil'in, Ni'lin, Ma'sara et Jayyous. Dans cinq autres villages, 176 personnes ont été arrêtées au motif d'avoir participé aux manifestations contre l'occupation. Les enfants et les jeunes sont particulièrement visés lors de ces descentes policières. Les nombres exacts de personnes blessées et arrêtées sont sans aucun doute plus élevés, ceux présentés ici ne correspondant qu'à des événements dans quelques villages.

Citons juste un exemple. Mohammed Amar Hussan Nofal, 16 ans, a été arrêté avec près de 65 autres personnes de son village le 18 février 2009.

D'après son témoignage, il a d'abord été interrogé pendant deux heures et demie dans l'école du village.

« Ils m'ont demandé pourquoi j'avais participé aux manifestations, mais j'ai essayé de nier [que je l'avais fait]. Puis ils m'ont demandé pourquoi je leur avais lancé un cocktail Molotov. J'ai répondu que je ne l'avais pas fait, ce qui était vrai. Mes parents étaient présents et témoignaient également de la scène. Ils ont confirmé que je n'avais jamais lancé de cocktail Molotov. J'ai reconnu plus tard avoir été à la manifestation, mais nepas avoir jeté un cocktail Molotov. »

Après avoir été battu pour avoir refusé de tenir devant lui un numéro d'identification en hébreu afin de le photographier, Nofal a été envoyé à Kedumim et a été interrogé pendant encore plusieurs heures. Pendant cet interrogatoire, le capitaine Faisal (le pseudonyme d'un officier des services secrets) a essayé de recruter l'adolescent pour qu'il devienne un collaborateur.

« Le capitaine me menaçait d'arrêter mes parents et toute ma famille si je ne collaborais pas. J'ai répondu qu'il pouvait arrêter ma famille quand il voulait, mais ce serait pire encore de devenir un espion. Il continua en disant qu'il confisquerait les permis de ma famille pour qu'ils ne puissent plus récolter d'olives. »

Le seul crime de Nofal fut de protester contre l'expropriation des terres de ses ancêtres. Il passa trois mois en prison. Pendant ce temps, l'administration civile décida également de punir sa famille et refusa de renouveler ses permis de travail en Israël.

Comparé à Nofal et aux centaines d'autres Palestiniens, Kobi Snitz ne paie en effet pas un grand prix. Mais son acte est symboliquement important, non seulement pour la solidarité qu'il construit avec les Palestiniens, mais également parce qu'il a, comme des centaines de Palestiniens, décidé de suivre la voie d'Henry David Thoreau. Il s'est engagé dans des actes de désobéissance civile afin de résister aux politiques immorales d'Israël et à l'assujettissement de tout un peuple.

Le problème réside dans le fait que le monde n'est pas beaucoup informé de ces actes. Une simple recherche sur Google avec les mots « violence palestinienne » offre 86 000 pages, alors qu'une recherche avec « désobéissance civile palestinienne » ne génère que 47 pages. Et ce malgré le fait que depuis maintenant plusieurs années des Palestiniens pratiquent quotidiennement des actions de désobéissance civile contre l'occupation israélienne.

Thoreau, j'en suis sûr, aurait été fier de Nofal, Snitz et de leurs compagnons militants. Il est crucial que les médias et la communauté internationale reconnaissent également leur héroïsme.

Neve Gordon
professeur en sciences politiques
à l'Université Ben-gurion en Israël.
Auteur de plusieurs livres sur l'occupation d'Israël.
nevegordon@gmail.com

Cet article est paru sur :
http://dissidentvoice.org/2009/09/on-palestinian-civil-disobedience/
et a été traduit pour *le Monde libertaire* par Gaël du groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste avec l'accord de l'auteur.

Si vous souhaitez soutenir les Anarchistes contre le mur dans leurs actions directes de résistance, vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de :

« Publico – Anars contre le mur » au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Succès matériel échec social

Nestor Potkine

UN VRAI MODÈLE de propagande intelligente. Des arguments en béton. Une logique en titane. Chromé. Et le tout simple, clair, accessible. Pas d'hystérie, pas de stridence, mais une Blitzkrieg intellectuelle sans merci. *The Spirit Level, why more equal societies almost always better*, de Richard Wilkinson et Kate Pickett (Allen Lane, 2009), n'est pas un livre ordinaire. On n'osera pas traduire son titre, un calembour entre « niveau à bulle » et « esprit d'égalité ». Le sous-titre est plus facile : Pourquoi les sociétés plus égalitaires s'en tirent presque toujours mieux.

Wilkinson et Pickett, il y a vingt-cinq ans de cela, ont commencé à s'intéresser aux causes de la grande différence d'espérance de vie entre les pauvres et les riches. Car, formés à l'épidémiologie, ils ont voulu appliquer les techniques d'analyse des épidémies séparées à un problème de santé général. Ils ont vu qu'il ne fallait pas chercher midi à quatorze heures : la cause de l'inégalité de l'espérance de vie entre pauvres et riches se trouve dans l'inégalité entre pauvres et riches.

Non, lectrices et lecteurs, je vous entends protester : « Mais c'est évident ! On le sait depuis longtemps ! » Que nenni. Nous, belles âmes progressistes acharnées à comprendre et à critiquer la société qui nous entoure et décidées à la changer, oui, nous, nous le savons. Mais vous avez sans doute remarqué que, entre ce que nous nous savons, et ce que le reste de la planète croit savoir, il y a un fossé. Un abîme. Dans lequel on pourrait fourrer quelques galaxies. Et ce que livre apporte, c'est une démonstration (une démonstration, pas un jugement, pas une supposition, pas une hypothèse) implacable que l'inégalité, la simple inégalité est cause, cause directe, de nombres de fléaux sociaux. Mieux, de fléaux sociaux reconnus comme tels par la droite la plus rancie. Car nous, belles âmes, considérons par exemple le développement sans frein et la publicité comme des fléaux. À droite en revanche, on en redemande. Alors Wilkinson et Pickett ont sournoisement choisi d'étudier des fléaux partout reconnus comme tels :

– le manque de confiance entre les gens (*sic*),
– la santé mentale, en particulier sous l'angle de la toxicomanie et de l'alcoolisme,
– l'espérance de vie et la mortalité infantile,
– l'obésité,
– les performances scolaires des enfants,
– le taux de mères adolescentes,
– le taux d'homicides,
– le taux d'incarcération,
– la mobilité sociale.

Cette liste fera sourire qui connaît les États-Unis, tant elle évoque aussi bien les obsessions de la droite américaine que certains des pires problèmes de ce pays, champion du monde, entre tant d'autres, de l'incarcération.

Trois principes ont guidé leur recherche.

– La patience. Il s'agissait d'attendre les résultats, non pas de trois petites enquêtes menées dans un coin par quatre gauchistes chevelus, mais de centaines d'enquêtes, certaines gigantesques et menées sur dix, quinze, vingt ans !

– Un échantillon incontestable. Pas de statistiques venues de pays où les statistiques, quelles qu'elles soient, sont sujettes à caution. Donc, on s'est limité aux statistiques des pays propres sur eux, bien élevés, bien peignés et qui disent merci à la dame. Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Suède, Suisse. Pas de pays trop bordéliques pour rassembler des statistiques méprisables par les gens biens. Pas non plus de pays à la démographie absurde, Chine dans un sens, ou Dubaï, Luxembourg ou Bahamas de l'autre. Non, de vrais pays.

– Des sources incontestables. Pas d'ONG bobos, ou pire, de scientifiques gauchistes et irrespectueux des vraies valeurs. Non ; des statistiques en provenance d'ins-ti-tu-tions.

L'OCDE, monsieur. On ne fait pas plus libéral et mondialisateur que ça, non ? Mieux encore, la Banque mondiale, ce repaire bien connu de trotskistes comploteurs. Et l'Unicef, et l'OMS.

Américains, comprenant que même ces trois principes prêtaient encore le flanc à la critique au sein des États-Unis profonds, où tout ce qui est étranger est a) plein de microbes, b) communiste, pardon, islamiste, Wilkinson et Pickett ont donc aussi comparé les statistiques en provenance des différents États américains ! Rappelons qu'aux États-Unis – ce beau pays où entre 30 et 40 % de la population croit que Darwin a tort et que Dieu a créé le monde en six jours –, l'un des mythes politiques les plus répandus voit en l'ONU une organisation décidée à détruire les États-Unis, au moyen d'hélicoptères noirs. Le mythe ne précise pas qui sort des hélicoptères noirs ; des Juifs, des communistes, des Arabes, ou des Noirs ?

La logique de l'argument de base du livre – l'inégalité, d'abord l'inégalité, surtout l'inégalité est à la base d'une foultitude de problèmes sociaux – est singulièrement fouillée. Par exemple, dès le début du livre, et jusqu'au bout, W&P étudient l'idée simpliste mais séduisante que les fléaux sociaux étudiés sont dus à de simples conditions matérielles telles qu'un logement lamentable, une alimentation déficiente, une scolarisation insuffisante, etc. Et donc que les pays riches, qui peuvent fournir la solution matérielle à ces problèmes matériels, ont pour seul devoir d'augmenter la richesse générale, plutôt que de se préoccuper de l'inégalité générale. Manque de chance, le livre entier démontre qu'on peut être un pays très riche, en particulier très riche en valeur absolue, mettons la Grande-Bretagne, mettons les États-Unis, contrôlant le sort de milliers de milliards de dollars ou de livres sterling, et battre tous les records de ces fléaux sociaux. Dans les termes des auteurs, on peut combiner le succès matériel et l'échec social [1].

On s'aperçoit vite qu'il existe bien à peu près trois groupes :

– Les pays non pas égalitaires, mais nettement moins inégalitaires : Finlande, Suède, Norvège, Danemark… et Japon (les raisons de la moindre inégalité sont évidemment très différentes au Japon et en Scandinavie) se classent presque à tous les coups (individuellement) et à tous les coups (en groupe) dans les meilleurs de la classe en regard des fléaux étudiés.

– Les pays mi-chair mi-poisson, les pays tels que la France, la Belgique, la Suisse, la Hollande, le Canada, l'Allemagne. Ces États – dont les élites tiraillées entre la chèvre et le chou se mitonnent des mélanges bâtards d'État-Providence d'un côté et de bonne vieille sauvagerie sociale de l'autre – oscillent à tous les coups au milieu de la classe. C'est particulièrement amusant dans le cas de la France, affligée d'une droite venimeuse, jalouse, la droite de roquets hargneux à la Sarkozy, mais qui reçoit de temps en temps de sérieux coups de pied aux fesses, venant de rébellions de gauche, et de poussées dirigisto-patriotiques quand un dirigeant s'avise qu'il lui faut quand même des soldats qui sachent lire et des ouvriers qui sachent travailler. La France est à peu près, dans tous les graphiques de ce livre, pile-poil au milieu.

Les pays où les salopards règnent heureux, rarement et brièvement endigués ; le paradis de la justice sociale, les États-Unis. Mais aussi

la Grande-Bretagne, où le Labour des années 50-60 n'aura été qu'une brève parenthèse entre Victoria et Margaret ; la Nouvelle-Zélande ; Israël où l'Arabe et le Juif éthiopien jouissent de la considération générale ; le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce saccagés depuis des siècles par des Églises toutes-puissantes et une succession de gouvernements plus bêtes les uns que les autres. Ces pays-là se classent systématiquement bons derniers. Et les États-Unis, très souvent, sont à l'extrémité du graphique, loin, loin derrière tout le monde.

Quelques exemples. La confiance entre les gens… La pente la plus fréquente consiste à se fier à ses égaux, et à se méfier des supérieurs et des inférieurs. Bref, si l'on veut améliorer la niveau de confiance sociale, il vaut mieux améliorer l'égalité. Cette supposition est confirmée par une vaste étude où l'on demanda, entre autres, de confirmer ou d'infirmer la phrase « On peut faire confiance à la plupart des gens ». 60 % des Suédois, Danois, Norvégiens et Hollandais approuvent.

On descend à 40 % aux États-Unis. Qui en étaient pourtant à 60% en 1960. Et au Portugal à 10%. À peine 20 % en Israël. Confirmation avec l'étude interne aux États-Unis : 67% de confiants au Dakota du Nord, l'un des sept États les moins égalitaires. Mais 11% seulement au Mississipi, l'un des trois États les plus inégalitaires !

La santé mentale, y compris toxicomanie et alcoolisme : aux États-Unis, un QUART de la population adulte a consulté pour un tel problème. Et un QUART de ces problèmes ont été classés « sévères ».

Au Japon, à peu près 8%. Les connaisseurs du Japon objecteront que dans la culture japonaise, il faut vraiment se sentir très mal pour consulter un psychiatre ou un psychologue. Soit, mais le taux est à peu près le même en Allemagne !

Qui vient en seconde place de cette triste liste, après les États-Unis ? La Grande-Bretagne, où la culture locale n'approuve pas vraiment l'apitoiement sur soi-même.

La mobilité sociale, mesurée, très simplement, par la différence de revenus entre enfants et parents, au même âge. Là les statistiques disponibles se limitent à huit pays. Le graphique laisse sans voix. À un bout, loin, les pays où la mobilité sociale est la plus mauvaise (traduction : où les pauvres restent pauvres, et les riches deviennent toujours plus riches), États-Unis et Grande-Bretagne. À l'autre bout, complètement à l'autre bout, rien au milieu, la Norvège, la Suède, la Finlande et le Danemark. Le Canada et l'Allemagne sont un peu éloignés des quatre pays scandinaves, et très éloignés de deux pays reagano-thatchérites.

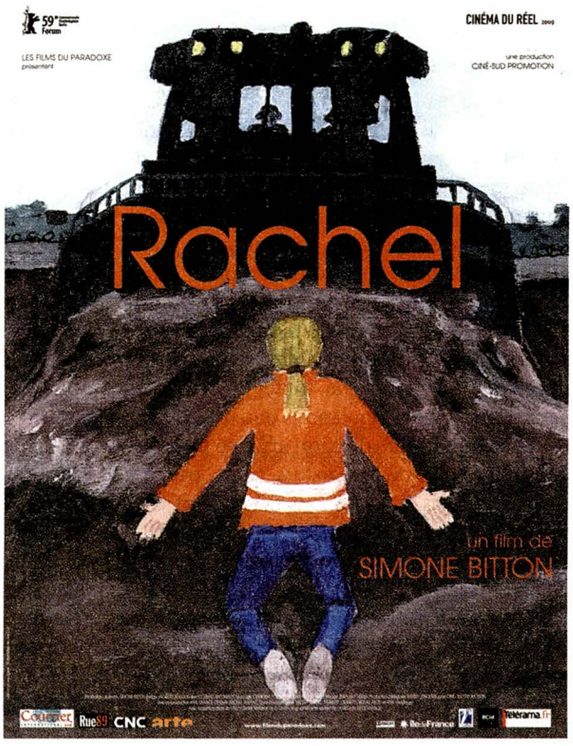
Le livre compte des dizaines de petites phrases, brillamment choisies ou rédigées par Wilkinson et Pickett, qui résument en quelques mots des dizaines de mécanismes sociaux complexes, mais tous liés à l'inégalité. Rien que pour ces phrases, le livre mérite déjà les éloges les plus vifs. Tenez, celle-ci, de James Gilligan, psychiatre pénitentiaire depuis trente ans : « Les actes de violence sont des tentatives d'éviter ou de supprimer les sensations de honte et d'humiliation – des sensations qui sont douloureuses, et peuvent être écrasantes ou intolérables – et de les remplacer par leur opposé, la fierté. »

N. P.

1. Nous ne parlerons pas ici du fait que le « succès matériel » ressemble de plus en plus à une catastrophe environnementale.

Cinéma

Rachel ensevelie



Les documentaires de Simone Bitton sont indispensables, comme le gaz et l'électricité :

Mur regardait la construction de cette muraille qui devait « protéger Israël » des terroristes arabes/palestiniens. Cette bâtisse infranchissable, elle la regardait avec la curiosité d'un enfant et l'horreur éprouvée par la femme avertie. Simone Bitton joue sur son appartenance (elle a deux passeports) un peu comme le fait Elia Suleiman; on peut aller et venir, mais on ne supporte pas mieux pour autant. Elle a la perspicacité d'un futur ingénieur des ponts et chaussées et les gens interrogés le lui rendaient bien. *Rachel*, son film sur l'activiste et pacifiste américaine Rachel Corrie est comme une suite de ce film consacré à la construction du mur de séparation. Dans le mouvement de préparation, de terrassement etc., il fallait démolir des maisons palestiniennes, trop proches du mur, donc suspectes sans dédommagement évidemment, ravager des jardins et des plantations d'oliviers, car des ennemis potentiels pouvaient se cacher dans ces endroits. Justement Rachel et ses amis protégeaient ces maisons et leurs habitants palestiniens en manifestant, en se tenant par la main, en approchant ces machines au plus près, en agitant des calicots avec inscriptions pacifistes sans réussir pour autant de faire ralentir ou reculer ces gigantesques pelleteuses, portant blindées comme des chars, venues démolir et ensevelir.

Et Rachel fut ensevelie. Quand l'accident se produisit, les jeunes ont avancé ensemble, mais Rachel les a devancés et puis elle disparut sous un tas de sable et la machine ne s'arrêta pas d'avancer. Le film enquête, essaie de savoir comment tout cela s'est passé. Le conducteur de l'engin a une visibilité très réduite. On pourrait le frapper de pierres et d'autres objets, il est en effet installé comme dans un tank, donc relativement protégé. De toutes petites fenêtres lui donnent une vision limitée, c'est exact. Mais il a parcouru plusieurs mètres, il a dû voir cette jeune fille en anorak orange avec des cheveux blond-roux. Psychologiquement il n'est pas préparé à voir une fille « blanche » dans ces contrées, mais enfin, on ne met pas des aveugles non plus dans ces engins.

La mort de Rachel est due à cet ensevelissement. Elle a étouffé. Quand elle arrive à l'hôpital, il est trop tard.

Simone Bitton fait parler les amis, la famille. Elle montre Rachel, vivante, aimante, se donnant corps et âme à une amélioration des rapports entre palestiniens et israéliens… Les Palestiniens l'ont adoptée. Son portrait se trouve encore sur quelques murs avec des inscriptions : « martyr ». Le film de Simone Bitton réunit des matériaux d'un gigantesque puzzle où des pièces manquantes sont légions. À nous de réunir ce qui manque, à nous de réfléchir, à nous enfin de trouver comment se souvenir de Rachel vivante à sa place et heureuse de son engagement…

Heike Hurst

De Dieu

il faut se débarrasser avant toutes choses

Si l'une des formules préférées des anarchistes est *ni dieu ni maître*, il est un fait avéré par l'histoire que nous ne nous débarrasserons des maîtres qu'après nous être débarrassés de l'idée de Dieu(x). Comment une société humaine pourrait-elle se croire libre de toute entrave extérieure quand, en petit ou en grand nombre, les individus sous l'emprise d'une croyance théologique pourraient avoir un pouvoir quelconque sur leurs frères et sœurs ?

Problème : comment lutter efficacement contre les inventions de toutes les religions pour asservir des populations entières ?

Toute possibilité d'action efficace passe par une connaissance exhaustive non pas des croyances mais des faits qui permettent d'affronter victorieusement toute allégation arguant de la nécessité de dieu ou de son évidence.

Qu'y a-t-il de plus évident que les faits et, en particulier, ceux avérés par la science ? Il ne pourra y avoir d'avenir à l'anarchie qu'avec l'appui des connaissances scientifiques et de leurs conséquences.

C'est ce pari que fait Dawkins dans son dernier ouvrage : il en fait ainsi ce que l'on pourrait appeler avec un clin d'œil *la bible athée*...

Qu'il explique comment la prétendue croyance de grands scientifiques (Einstein), hommes de lettres, philosophes ou politiques n'est souvent que récupération de « mots d'auteur » par les instances religieuses ; qu'il analyse les arguments en faveur de l'existence de dieu ; qu'il décortique au contraire les nombreuses « preuves » de l'inexistence de Dieu ; qu'il nous montre que les religions sont des produits dérivés accidentels de l'évolution sociale humaine ; il nous aide – par de très nombreux exemples, par des formules claires et didactiques et par un sens très fort de l'objectivité – à acquérir tout une panoplie de données utiles dans les discussions (souvent très passionnées et faussées par l'obscurantisme du credo de la foi) ou dans le combat contre les préceptes des diverses croyances. La notion de « mème » (élément d'une culture pouvant être considéré comme transmis par des moyens non génétiques, en particulier par l'imitation), qu'il avait proposé dans *Le gène égoïste*, est mise ici à contribution avec profit.

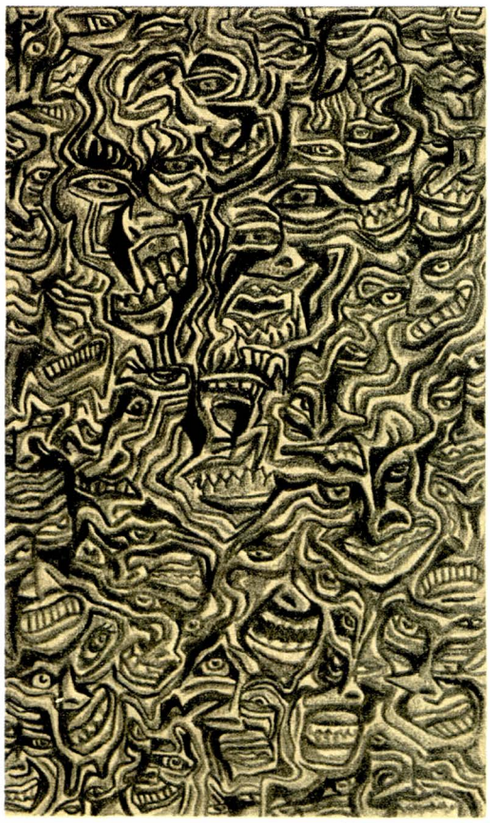
La religion fait son lit dans la confiance que les enfants ont dans l'adulte... Que celui-ci lui dise : « Ne va pas patauger dans le Limpopo qui est infesté de crocodiles » (bon conseil) ou : « Tu dois sacrifier une chèvre lors de la pleine lune, sinon il ne pleuvra pas », (mauvais conseil et gaspillage de temps et de chèvres), l'enfant croira l'adulte en qui il a confiance. Il en est de même pour tout : nous nous construisons en grande partie sur ces acquis de la confiance aveugle... et bien peu en sortent, voire s'en sortent !

Il faut absolument lire et faire lire les quelque quatre cents pages de ce livre tonitruant.

À mettre entre toutes les mains ! Les croyants ne pourront pas en sortir indemnes, des certitudes mettront leur foi en danger... Quel bonheur...

Serge Moulis
docteur vétérinaire

Richard Dawkins, *Pour en finir avec Dieu*, Éditions Robert Laffont (2008)
425 pages 22 €



T'es vivant ?

Tu vis dans une prison sans barreau,
Tu voudrais les briser mais t'les vois pas ;
Tu vis dans une prison sans barreau,
Tu voudrais les briser mais ils sont en toi.

C'est une prison dorée
D'où tu ne peux t'évader
Sans y laisser ta peau d'insoumis !

On vit tous dans une cage sans barreau,
Mais on les oublie puisqu'on est fou ;
On vit tous dans une cage sans barreau,
Mais on les renie puisque c'est nous .

C'est une prison carrée
D'où tu peux t'envoler
Et y laisser cette peau sans garantie !

Faux semblants et préjugés ont la vie dure
Comm'ceux dont l'soleil fond sous l'carbure :
La lutte en dedans, c'est ça l'combat d'tous les jours,
Et les cons y perdront l'pouvoir et leur humour !

Lolo Krokaga

Hors-série des lecteurs

Plus que jamais, nous comptons sur vous !

À la suite des échanges riches qui ont animé le comité de rédaction public du 29 octobre dernier, et des premières contributions qui nous sont parvenues par voie électronique et postale, nous revenons vers vous, lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, pour réaliser ensemble le numéro hors-série des lecteurs, à paraître le 24 décembre prochain.

La thématique choisie – **« Quelle alternative au capitalisme et à la social-démocratie ? »** – invite à des questionnements spécifiques – des pistes de réflexion en somme – qui se dégagent d'ores et déjà de certaines contributions reçues ou esquissées.

Nous vous les soumettons :

– Entre patience et urgence, quel délai pour un véritable changement de société ?

– Une réflexion sans action a-t-elle un avenir ?

– Comment combattre la soumission pour éviter que ne perdurent les systèmes d'aliénation ?

– La recherche et la maximisation des satisfactions matérielles sont-elles la seule rationalité économique des échanges ?

– Comment dépasser le précepte de la social-démocratie, qui dit : « oui à l'économie de marché, non à la société de marché » ?

– Si « le monde n'est pas une marchandise », sur quelles valeurs veut-on fonder nos relations ? Si « un autre monde est possible », dans quelle direction veut-on aller ?

– Quel nouveau pacte société économie ? Quel nouveau contrat social ?

– Pour une démarche collectiviste ou collective ?

– Les acteurs de certaines alternatives (type coopératives, SCOP, AMAP, associations à but non lucratif…) ont-ils toujours conscience de participer à un processus de transformation sociale ? Par extension, les alternatives au capitalisme doivent-elles rester politiquement neutres ?

– Comment rendre plus visibles les expériences solidaires et les pratiques alternatives ? En les rendant visibles, comment conjurer les risques d'un contrôle et d'une manipulation, voire d'une récupération marchande ?

Chaque question peut faire l'objet d'une contribution particulière, question de méthode afin d'éviter un « éparpillement argumentaire ». Cela étant, la liste ci-dessus n'est évidemment pas exhaustive, d'autres questions peuvent fort bien être explorées. De même, la formulation de ces interrogations ne fait sans doute pas apparaître toutes les subtilités et nuances qui mériteraient d'être approfondies. À vous la liberté de vous en emparer, ou de trouver votre inspiration dans d'autres questionnements…

Vos contributions analyses, reportages, interviews, récits, témoignages, chroniques, anticipations, sont à envoyer avant le 30 novembre 2009 à l'adresse suivante :

Publico / ML des lecteurs, 145, rue Amelot – 75 011 Paris
ou
mldeslecteurs@yahoo.fr

Précisions : un article d'une page compte environ 5 000 signes typographiques (espaces compris). Afin de permettre le plus de points de vue possibles, nous demandons aux auteurs de limiter leurs textes à 15 000 signes.

Merci de nous communiquer un contact (postal, téléphonique, électronique) où nous pourrons vous joindre.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

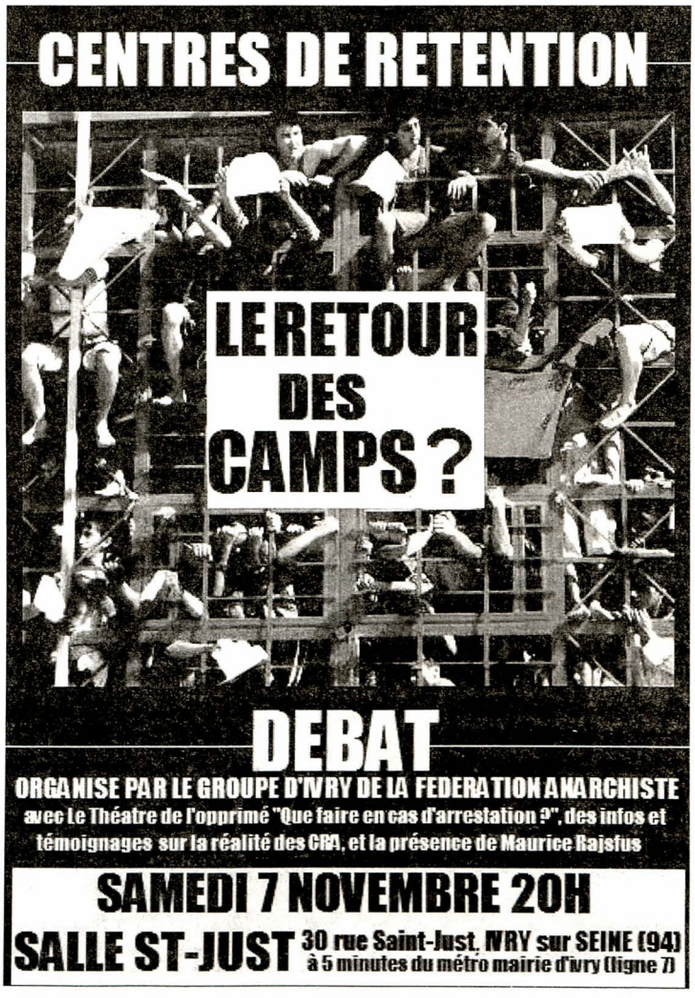
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Radio libertaire

Jeudi 5 novembre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Samira de la plate-forme *Areva ne fera pas la loi au Niger* et Julien Poirson de l'association Survie.

Toujours les mêmes (19 h 30) Communauté queer.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art & Anarchie.

Vendredi 6 novembre

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'émission des enfants du Père Lapurge.

L'écho des cabines (11 heures) Émission des familles de détenus.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

L'invité du vendredi : Des droits et des hommes" (19 heures)

La grenouille noire (21 heures)

Ça booste sous les pavés (22 h 30).

Samedi 7 novembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) *L'impasse islamique* du philosophe algérien, Hamid Zanaz qui va faire couler pas mal d'encre. Avec l'auteur.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Walter Retour en résistance*, un film de Gilles Perret.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles de rêve (17 heures) Cinéma d'animation.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures) Virginie Seghers, pour son album *Le Yin et le Yang* (Saravah / distribution Socadisc) ; Olivier Jacquemond, pour son roman *New York Fantasy* (Mercure de France).

Nuits off (23 heures) Songs for a road movie, des *Raisins de la colère* à *Thelma & Louise*, en passant par *Easy Rider* et *Paris, Texas*.

Dimanche 8 novembre

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres Penseurs.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Tempête sur les planches (14 heures) Quand une femme démonte les structures d'un système qui se verrouille pour empêcher les femmes de le transformer : *Une femme remarquable*.

L'heure Stratocaster (15 h 30) L'émission riffs et gros sons par des ados.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du CIRC: l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 9 novembre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Histoire de la Commune de 1871.

Ondes de choc (14 h 30) Jean-Pierre Duprey, poète fulgurant.

Terre et Liberté (16 heures) Nelcya Delanoë, spécialiste de l'histoire des États-Unis, éclairée par celle des Indiens.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

Mardi 10 novembre

Le Parisien libertaire (08 heures) Point de vue anarchiste sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Sommet antisécuritaire du 9-3.

Idéaux et débats (18 heures). Littérature.

Paroles d'associations (19 h 30) Plusieurs mois avant la sortie de son prochain album, Thomasi nous fait cadeau de quelques titres en exclusivité.

Mercredi 11 novembre

Blues en liberté (10 h 30) Mighty Mo Rodgers, black Paris blues !

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) *La femme comme champ de bataille* de Maléi Visniec.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock Session live à La Cantada.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Du mercredi 4 au vendredi 6 novembre

Poitiers (86)

Festival «Filmer le Travail» avec la participation de notre compagnon Jean-Pierre Levaray. Espace Mendés-France.

Du mardi 3 au samedi 7 novembre

Chalon-sur-Saône (71)

Dans le cadre de la semaine de mobilisation nationale lancée par l'Association pour le respect des proches de personnes incarcérées contre les barbaries infligées aux prisonniers, un collectif anti-carcéral de Chalon organise une semaine de mobilisation. Contact : 03 85 48 48 95. Tous les jours, de 18 à 19 heures, au Sneakers, rue Pasteur, diffusion de documentaire et exposition : Le corps incarcéré. Jeudi. 15 heures, déambulation contre les suicides. 20 heures. Rencontre débat au Clos bourguignon, 12, avenue Monnot. Entrée et sortie libre. Samedi. 15 heures. Concert de soutien à l'ARPPI au Sneakers, entrée libre et gratuit.

Du jeudi 3 au samedi 5 décembre

Saintes (17)

Dans le cadre du Salon du Livre de Saintes, rencontres à la médiathèque avec notre compagnon Jean-Pierre Levaray. Jeudi, débat autour du film *J'ai (très) mal à mon travail.* Samedi. 14 heures, débat avec Gérard Filoche.

Jeudi 5 novembre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle La société sécurisée. Premier cours : Délit d'outrage ou abus de pouvoir ? Jean-Jacques Reboux a été victime du délit d'outrage. Avec d'autres militants ayant osé contester la toute puissance policière, il a créé le Collectif pour une dépénalisation du délit d'outrage (Codedo). Présentation de Jean-Jacques Reboux, Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 6 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Dans le cadre des Rencontres libertaires « Anarchisme et éducation », le groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste vous invite à une conférence-débat sur la place des anarchistes dans l'éducation hier, aujourd'hui, et demain. À la Salle des fêtes, rue des Écoles. Entrée libre. Contact : laruerale@no-log.org

Samedi 7 novembre

Saint-Jean-en-Royans (26)

Rencontres libertaires « Anarchisme et Éducation » de 10 à 22 heures : Ateliers à 10 h 30 (les écoles alternatives), 14 h 30 (la pédagogie Freinet) ; table ronde à 17 heures (Anarchisme et éducation : Quelles perspectives et luttes ?). 20 h 30 Spectacle « L'Enseigneur » par la Compagnie Balistique Théâtre (prix libre – soirée de soutien aux instits en lutte). Repas avec la Marmite, cantine autogérée. Expo de photos sur la Palestine, tables de presse, stands.

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : « L'écologie dans le mouvement anarchiste ». À disposition : table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Marseille (13)

17 heures. Présentation de l'École Recréés, école associative, agréée par l'Éducation nationale implantée à Grambois (84) depuis septembre 2005, (pédagogies Montessori et Freinet). Le montant des scolarités y est fonction des revenus des parents. Au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Ivry (94)

20 heures, (accueil à partir de 19 heures). Les amis de Louise Michel et le Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste) organisent un débat sur le thème des Centres de rétention administrative (CRA). Avec Maurice Rajsfus et des militants du groupe libertaire d'Ivry. La discussion sera précédée d'une projection de courts documentaires. Salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just. Métro Mairie-d'Ivry. Buvette, entrée libre.

Dimanche 8 novembre

Saint-Denis (93)

de 14 heures à 18 h 30. Un après-midi avec Louise Michel. 14 heures : Projection du documentaire *À l'école de Louise Michel.* 15 heures : Présentation de portraits de Louise Michel. 15 h 30 : Présentation de manuscrits de Louise Michel. 16 heures : lectures et échanges. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22 bis, rue Gabriel-Péri. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre. Tel : 01 42 43 37 57.

Mardi 10 novembre

Rennes (35)

20 heures. Chaos capitaliste ou Décroissance libertaire Réunion publique et débat organisée par le groupe « La sociale » de la Fédération anarchiste, Maison du champs de Mars, salle Gune, 6, cours de Alliés, Métro Charles de Gaulle.

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La désobéissance civile. Second cours : Élaborer un projet d'action directe non violente avec Le collectif des désobéissants (www.desobeir.net). La démocratie de groupe ; stratégie et objectifs. Avec un atelier d'élaboration de projet. Présentation de Xavier Renou. Voir Jeudi 5.

Mercredi 11 novembre

Gentioux (23)

10 heures. Rassemblement pacifiste et antimilitariste autour du monument aux morts avec son inscription «Maudite soit la guerre !» et son petit garçon levant le poing. Speechs. Partage des casse-croûtes ensuite au Villard à midi. Tables de presse, etc

Albert Camus

un écrivain engagé

Rencontre - débat avec Lou Marin,

auteur de "Camus et les libertaires" (éditions Egregores)

Mercredi 18 novembre

ouverture de la salle dès 19h00, début du débat à 20h00,
à la Maison des sociétés de BRON (salle Vincent LLORET)

Salle "Vincent LLORET"
Maison des Sociétés
square Grima
69-BRON

Organisateur :

VIVRE LIBRE !
Mail : groupe@vivre-libre.org
www.vivre-libre.org